LA LIBERTÉ
Depuis 1913

VOL. 104 N° 48
28 MARS AU 3 AVRIL 2018
MANITOBA • 2,20 $ + TAXES

LA RELÈVE DU FRÈRE ALBÉRIC

Même s'il ne reste qu'un petit noyau de moines au monastère de Holland, l'avenir du fameux fromage des trappistes est assuré. Ses successeurs sont déjà à l'œuvre. | Page 5

Dustin Peltier

Rachel Isaak

photo : Marta Guerrero

LE BALEINIÉ





LE BALEINIÉ, MAIS QU'EST-CE QUE C'EST?

C'est un recueil, sous forme de dictionnaire de mots imaginés, qui se propose de décrire les petits tracas du quotidien pour lesquels il n'existe aucune définition officielle.

Mais si, vous savez bien, ce meuble qui a la fâcheuse manie de toujours se trouver sur le chemin de votre orteil… Ou ce petit bout de salade coincé entre l'incisive et la canine, dont vous découvrez la présence après une réunion de la plus haute importance avec toute votre équipe…

Et bien grâce à *La Liberté*, et aux éditions du Seuil qui nous ont accordé les droits de reproduction, nous allons vous dévoiler chaque semaine, dans nos pages, comment appeler chacun de ces petits grains de sable qui savent si bien vous argascaner l'existence. Vous suivez?



Meufi*
meu-fi) n. m.
buée sur les lunettes pendant l'absorption d'une boisson chaude.

Le Baleinié, Dictionnaire des tracas, Jean-Claude Leguay, Christine Murillo, Grégoire Oestermann, © Éditions du Seuil, 2003

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204- 237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi






Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de Derksen Printers à Steinbach.

CONVENTION
DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

ISSN 0845-0455

LA LIBERTÉ JOURNAL | LA LIBERTÉ COMMUNICATION

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN | sgaulin@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe et coordonnatrice de La Liberté communication :
Lysiane ROMAIN | lromain@la-liberte.mb.ca
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL | bbocquel@mymts.net
Journalistes :
Daniel BAHUAUD | dbahuaud@la-liberte.mb.ca
Valentin CUEFF | vcueff@la-liberte.mb.ca

Chef de la production : **Véronique TOGNERI** | vtogneri@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction : **Roxanne BOUCHARD** | rbouchard@la-liberte.mb.ca
Adjointe administrative : **Marta GUERRERO** | mguerrero@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)**
Gestionnaire de projets :
Catherine DULUDE | cdulude@la-liberte.mb.ca
Publi-reporters :
Marie BERCKVENS | mberckvens@la-liberte.mb.ca
Camille HARPER | charper@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE | mlemee@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA | mvilanova@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos) | aellatify@la-liberte.mb.ca

LA LIBERTÉ COMMUNICATION est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal ***La Liberté*** est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **sgaulin@la-liberte.mb.ca**.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez mguerrero@la-liberte.mb.ca ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : 66,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. »









Les droits ne garantissent pas l'ouverture d'esprit

Nous vivons à l'ère des droits. Ce qui signifie que pour revendiquer une certaine forme de justice, nous invoquons toujours et d'abord des droits.

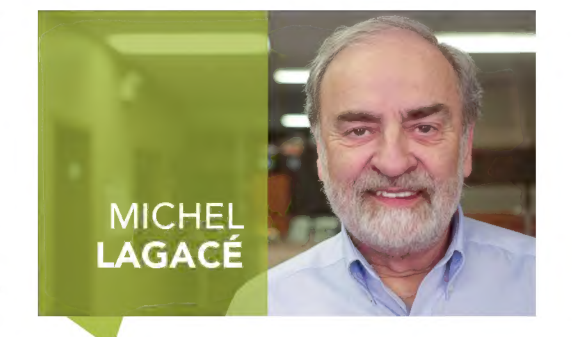
On parle des droits individuels, des droits de communautés, des groupes, des associations, des compagnies, etc. Tous ces droits s'inscrivent dans la devise libérale : « Ma liberté s'arrête là où celle de l'autre commence. » Ainsi compris, les droits apparaissent en opposition à d'autres.

Les droits ont bien sûr leur utilité : ils permettent une meilleure objectivité lorsque vient le temps de réfléchir à la justice. Cependant, respecter un droit est tout autre chose que de chercher à comprendre les autres dans leurs différences.

Pour prendre un exemple, le mouvement #MeToo a mis en lumière une inégalité structurelle entre les hommes et les femmes. Ce mouvement a déjà forcé une réflexion autour des droits afin d'éviter que certaines situations ne se reproduisent. Par contre, ce discours du droit n'encourage pas d'emblée l'homme à se mettre dans la peau de la femme qui a subi un tort important. En fait, l'homme a toujours le droit de ne pas compatir avec la femme blessée.

Si bien que respecter l'autre dans ses droits peut donc être une façon de ne rien entendre aux différences. On s'enracine dans son propre individualisme tout en se donnant faussement bonne conscience. L'autre reste à distance. Il est toléré, mais reste incompris. On l'inclut dans les grands projets d'avenir de la société, mais sans prendre en considération ses valeurs. Parce que de toute façon, c'est l'opinion majoritaire qui a raison.

Brian Pallister, un *one-man show* à la dérive



Le coup de théâtre de l'ex-conseil d'administration d'Hydro Manitoba révèle un échec retentissant du Premier ministre Brian Pallister dans sa gestion de la plus importante société de la Couronne du Manitoba. La démission de neuf des dix membres de l'ancien conseil constitue une réprimande sans précédent de la part de dirigeants d'affaires parmi les plus respectés de la province. (En passant, quelle est la légitimité du membre qui est resté, un député progressiste-conservateur qui doit rendre des comptes à son parti, alors qu'il est tenu de veiller aux meilleurs intérêts d'Hydro Manitoba?)

Cette société de la Couronne accumule des dettes qui pourraient atteindre 25 milliards $ d'ici trois ou quatre ans. (25 milliards $, c'est le montant actuel de la dette du gouvernement.) Chaque Manitobain a un intérêt direct dans les affaires d'Hydro. Les utilisateurs d'électricité et les contribuables manitobains sont aussi responsables de ces dettes-là.

Parce que ceux qui ont claqué la porte sont des membres importants du Parti progressiste-conservateur, leur départ provoque une fissure sérieuse à l'intérieur du parti. Dans ces circonstances périlleuses, M. Pallister a démontré sa capacité de jeter de l'huile sur le feu. Il s'est justifié en s'opposant à une entente de principe intervenue entre Hydro et la Manitoba Metis Federation, qu'il a qualifié de simple groupe d'intérêt. Peu importe ce que l'on peut penser de la MMF, le Premier ministre traite ainsi le peuple fondateur du Manitoba avec mépris.

Les démissionnaires tiennent le Premier ministre pour responsable de leur départ. Son inaccessibilité, sa tendance à l'improvisation, et ses emportements verbaux font de lui un *one-man show* dont le comportement nuit à tout le gouvernement. Le parti pourrait venir à regretter son style de leadership.



La crise d'Hydro Manitoba : une méconnaissance fondamentale des problèmes

Hydro Manitoba est en pleine crise. Et pas juste à cause de la récente démission en bloc historique du CA et des accusations infondées du Premier ministre. Pourquoi? La réponse en très bref : le marché hydroélectrique de 2018 n'est plus celui de 1961, l'année de la fondation d'Hydro Manitoba.

Mais surtout, ni Brian Pallister, ni l'ancien CA d'Hydro Manitoba n'ont pris le temps nécessaire d'évaluer le marché actuel, ou encore le bien-fondé des projets de la ligne de transmission Bipole III et du barrage Keeyask.

C'est dès son entrée au pouvoir en 2016, et lorsqu'il a nommé l'ex-CA d'Hydro Manitoba en mai 2016, que le Premier ministre aurait pu et aurait dû agir, avec l'appui du CA d'Hydro Manitoba. Ça ne s'est pas fait, faute de connaissances et de compétences des deux côtés.

Car la demande d'électricité au Manitoba plafonne. Entre 1961 et 1979, la consommation des Manitobains augmentait de 450 gigawattheures par an. Entre 1979 et 2005 de seulement 314 GWh. Et entre 2005 et 2016, d'à peine 153 GWh par an. Traduite autrement, la demande d'électricité est passée d'une croissance de 6,3 % à une croissance annuelle de 0,8 %. Et elle continue de baisser.

La faiblesse de la demande est structurelle, et absolue. C'est-à-dire qu'elle ne dépend pas des hauts et des bas de l'économie.

Ajoutons que l'annonce en janvier d'une nouvelle société de la Couronne visant à réduire de 1,5 % par an la consommation d'électricité illustre aussi l'incompétence du gouvernement en la matière. Puisque le marché est déjà si faible, pourquoi donc s'obstiner à construire des barrages et des lignes de transmission?

ÉDITORIAL

PAR BERNARD BOCQUEL
bbocquel@mymts.net

T'aime pas mon accent?

Dans un pays comme le Canada, qui s'étend d'un océan à l'autre, où un habitant sur cinq n'est pas né sur son immense sol, la question de l'accent est un incontournable de l'existence. Dans l'état actuel des mentalités, tôt ou tard, notre accent va nous servir ou nous trahir. (1)

Comme tout mot venant du latin qui a fait son entrée voilà longtemps (au 13e siècle) dans la langue française, ses différentes acceptions ne manquent pas. Dans le titre de cet éditorial, l'utilisation du mot « accent » doit être comprise comme (*dixit* le Petit Robert) : « L'ensemble des caractères phonétiques distinctifs d'une communauté linguistique considérés comme un écart par rapport à la norme dans une langue donnée. »

Débattre d'accent exige donc de s'interroger sur la notion de norme. En l'occurrence, de ne pas perdre de vue que nous trouvons les choses normales par rapport à nous-mêmes. Critiquer un accent, c'est donc avoir la prétention d'ériger le sien en référence et de s'arroger l'autorité de décerner des brevets d'authenticité. C'est se faire nombril pour décider qui est anormal.

Inutile d'épiloguer sur le fait que c'est la personne qui entretient des préjugés qui se condamne à rester prisonnière d'elle-même. Insistons plutôt sur le piège suprême de se plier à une norme unique. Ce qui s'avère un avantage considérable pour le commerce, où la mise en place de standards favorise les échanges et donc la création de richesse, nuit en revanche aux échanges entre humains.

Il y a vraiment danger à subordonner notre esprit à une stricte logique de norme phonétique. Qui pourrait croire que les locuteurs d'une même langue s'entendraient mieux s'ils prononçaient chaque mot de la même manière?

Un minimum de réflexion suffit pour reconnaître qu'il n'y a aucun lien entre la façon dont on prononce les mots et le niveau de flexibilité de langue dont on est capable. Comme d'ailleurs il n'existe aucune corrélation entre l'intelligence d'une personne et le nombre de fautes d'orthographe ou de grammaire qu'elle va commettre.

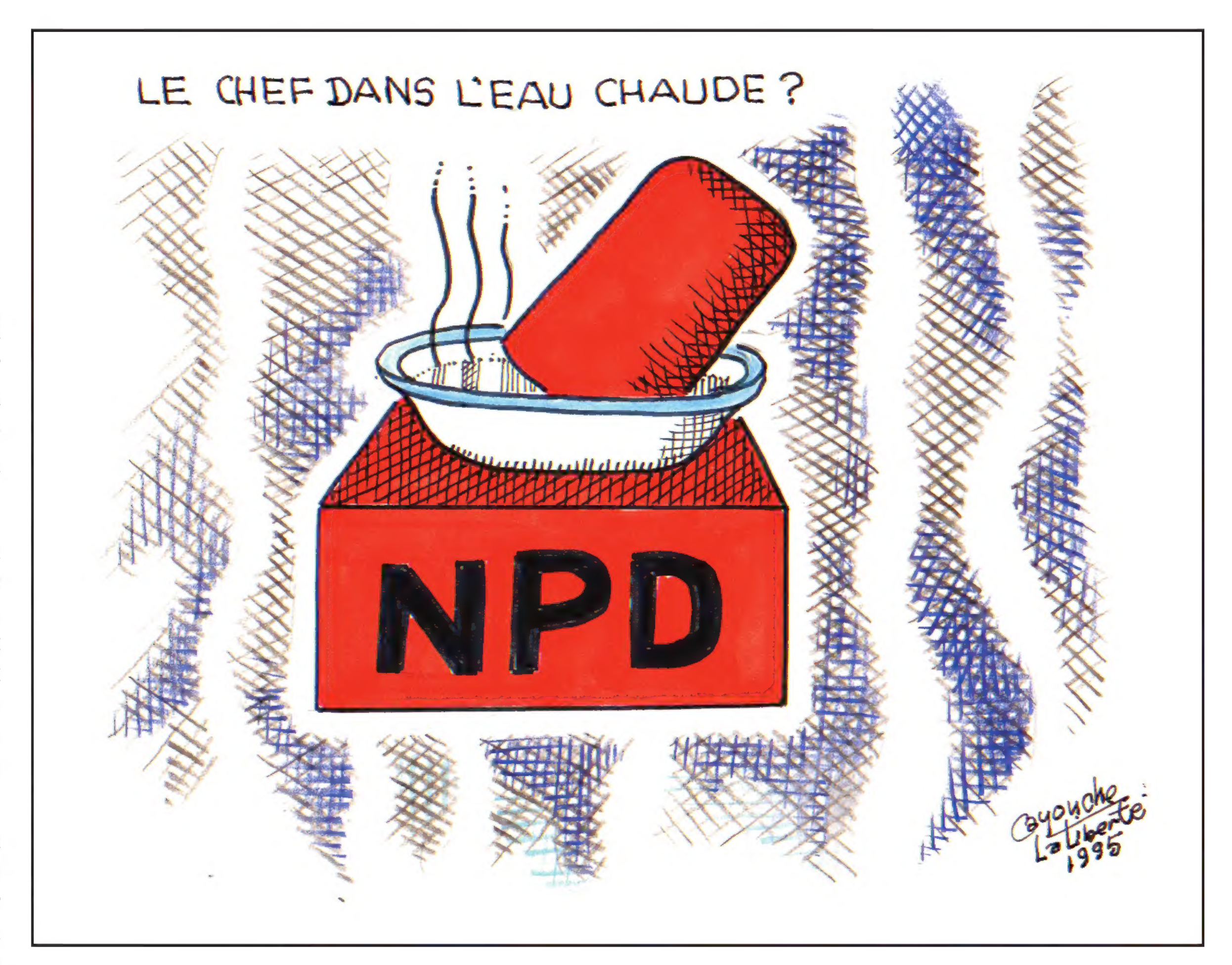
Pour s'en tenir au (relativement) petit monde du Manitoba français, où depuis toujours les gens proviennent de différents horizons, et aujourd'hui plus que jamais, il faut une fois pour toutes refuser que l'accent devienne un enjeu de pouvoir. Il faut rejeter l'idée subconsciente qu'il y a une norme unique, une manière juste de parler qui fait de son locuteur un meilleur francophone. Au Manitoba français, tout accent doit être compris comme un signe d'ouverture aux autres. Un signe de solidarité humaine et non un motif de suspicion ou de rejet.

Pour l'exprimer d'une manière (apparemment) paradoxale, l'accent doit se vivre comme une volonté d'enracinement linguistique, comme une preuve de résistance à l'unilinguisme. Un Français de France (par exemple) qui va trouver que la jeunesse d'ici a un accent anglais ferait bien de méditer la volonté de ces jeunes de ne pas se contenter de l'anglais. Cette personne ferait bien aussi de s'écouter parler anglais. Et de se rappeler que beaucoup d'anglophones vont la trouver *cute* quand elle s'exprime dans la langue qu'à peu près tout le monde parle au Manitoba.

À partir du moment où un accent est tout simplement un signal pour découvrir un autre que soi, s'ouvrir en grand la porte pour apprécier, voire aimer, tous les accents dans toutes les langues que l'on a le bonheur de connaître.

Sachons saluer notre formidable chance qu'au Manitoba français, il est parfaitement normal que tout le monde ait un accent. Puisque nous sommes tous uniques!

(1) Rappelez-vous l'article de Valentin Cueff intitulé **Préjugés sur les accents : l'impact sur notre identité** (*La Liberté* du 7 au 13 février 2018) et la série ACCENTUEZ-VOUS menée par Marie Berckvens et Amine Ellatify sur le site Web du journal.



À VOUS LA PAROLE



Vous pouvez réagir aux lettres en écrivant à la rédactrice en chef Sophie Gaulin à **sgaulin@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

Franglais : pourquoi se contenter de l'à-peu-près?

Madame la rédactrice,

La Société franglo-manitobaine, c'est le massacre de la langue française. Eh bien non, merci! À l'heure où l'on se bat (encore) pour conserver nos ressources si difficilement acquises (le BEF), certains se plaisent à encourager et à justifier une langue française médiocre, sous prétexte de la moderniser. Cette « logique » m'échappe.

Évidemment, les langues se transforment avec chaque génération. Il n'y a pas plus de langues « pures » que de races, d'ethnies ou de cultures « pures ». À cela s'ajoute maintenant le langage des médias sociaux, qui nous oblige à inventer une nouvelle terminologie numérique. Toutes les langues du monde doivent s'y adapter. Cela va de soi.

Pour autant, cela ne signifie pas qu'il faille « bâtardiser » la langue française, la reléguer au dénominateur le plus bas, tout simplement par paresse intellectuelle, par un laisser-aller culturel général et par un manque de rigueur.

Pour comprendre le français « standardisé » (expression de Stéphane Oystryk dans *La Liberté* du 14 au 20 mars), il faut encore le connaître, l'apprendre et l'utiliser. Stéphane écrit aussi : « Utiliser le franglais ne veut pas dire qu'on n'a pas un bon niveau de français, ça veut juste dire qu'on connaît les deux codes ». Ah oui? Quelle affirmation risible et naïve! Ça doit être une blague. Ou s'agit-il plutôt d'un piètre argument pour dire que le franglais sert à mieux apprécier la langue française, telle qu'elle a évolué au fil du temps en ajustant sa grammaire, en intégrant des emprunts et en ajoutant ses propres inventions?

Étant minoritaire dans un milieu aussi anglophone que le Manitoba, l'influence de l'anglais est inévitable. Des mots, des expressions anglaises nous viennent souvent plus facilement en tête. Ça se comprend. Et les habitudes s'ancrent si on ne fait jamais l'effort d'utiliser les mots justes.

S'exprimer correctement dans une langue, ce n'est pas l'idéaliser, mais plutôt la connaître et la respecter. Et si l'on maîtrise plus d'une langue, tant mieux. Comme c'est le cas au Manitoba, et ailleurs, on peut vivre côte à côte avec des gens d'autres cultures, et se comprendre dans une langue commune. Dans nombre de cas, les immigrants francophones chez nous parlent un français très correct, ce qui enrichit notre culture. De plus, certains parlent plusieurs langues de leur pays d'origine. De mélanger toutes ces langues dans une sorte de pot-pourri, ce serait un désastre pour la communication.

Réduire l'expression de la culture franco-manitobaine au Festival du Voyageur me semble très mince et caricatural. Il y a tellement plus...

Une personne peut se sentir honteuse, embarrassée de parler franglais? Comme c'est dommage. Mais Stéphane avance que c'est peut-être parce qu'elle veut « enrichir son côté français ». Ah! Enrichir, c'est justement la meilleure solution. Alors, allons-y! Faisons un effort. Notre communauté francophone (et l'internet) offre toutes les ressources dont nous avons besoin, si on veut s'en servir. Pourquoi se contenter de l'à-peu-près? Retiendriez-vous les services d'un chirurgien, mécanicien, comptable, pilote, etc., à peu près compétent?

Garder la cédille au fran**ç**ais au lieu de lui substituer le **gl**as! Quel beau défi!

P.-S. Merci pour la richesse et la diversité du contenu de chaque édition de *La Liberté*. La page couverture est toujours attirante, en particulier celle de cette semaine (du 21 au 27 mars) qui montre les lieux d'origine de l'équipe de *La Liberté*.

Hélène Roy
Le 21 mars 2018

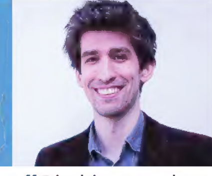
ACTUALITÉS

Une tradition unique ne sera pas perdue

Le don d'une recette secrète

Après avoir passé 64 ans à fabriquer un fromage trappiste selon une recette spéciale, frère Albéric va passer la main. Le moine a trouvé dans le couple de chefs cuisiniers Dustin Peltier et Rachel Isaak des successeurs dévoués à la tradition. Rencontre avec les héritiers du fameux produit laitier.




vcueff@la-liberte.mb.ca

Ils ne sont pas membres de l'Église, mais le couple de cuisiniers compte faire preuve d'une foi sans bornes envers la recette ancestrale du fromage de la trappe. Dustin Peltier peine encore à réaliser le caractère unique de ce qui leur a été transmis :

« C'est à la fois extraordinaire, et un peu fou, qu'il nous ait fait confiance pour perpétuer cette recette du 18e siècle. On est les dernières personnes en Amérique du Nord qui la détiennent, en restant fidèle à son style originel. »

Ce qui a réuni frère Albéric et le couple de Manitobains, c'est l'amour de la nourriture artisanale, celle qui demande de la patience et un effort humain.

D'après Dustin Peltier, l'engagement du moine dans son travail a été contagieux : « Il a une passion pour ce qu'il fait, et cela allait bien avec notre mentalité et nos croyances : être fidèle à la véritable nourriture. »

Après avoir travaillé pendant des années dans les cuisines de restaurants manitobains, Dustin Peltier et sa compagne Rachel Isaak ont senti le besoin de voler de leurs propres ailes.

Lui a grandi dans une ferme, près de Woodlands. Elle vient du quartier d'Elmwood, à Winnipeg. Ensemble, ils ont créé en 2017 Loaf and Honey, une entreprise de restauration.

Et pour obtenir la crème de la crème des aliments, les deux passionnés ont quitté la ville pour aller à la rencontre d'agriculteurs, « pour être plus en contact avec la façon dont la nourriture est faite ».

Cette soif de connaissances pour la culture alimentaire les a conduits aux portes du monastère de Holland, où le couple a rencontré pour la première fois le frère Albéric en 2016.

« À l'origine, nous y allions pour nous renseigner sur la façon dont on fait le fromage. Plus on lui parlait, plus on a réalisé que si on ne relevait pas le défi, personne d'autre ne le ferait, et ce fromage serait perdu, et tout ce que frère Albéric a passé les dernières soixante années à faire aurait juste disparu. »

Car frère Albéric, 84 ans, a décidé de prendre sa retraite et d'arrêter la fabrication du fromage de la trappe. Face à l'absence de candidats pour reprendre le flambeau, il a obtenu, il y a six ans, l'autorisation pour transmettre la recette à une personne en dehors de l'Église.

Si Dustin Peltier a pu se soumettre à l'enseignement du moine, Rachel Isaak n'était pas autorisée à entrer au monastère, interdit aux femmes. Elle reprend le récit : « On lui a demandé s'il serait d'accord pour nous enseigner. Il nous a regardé et a dit : *Je peux enseigner à Dustin. Je ne peux pas te l'enseigner, mais lui pourra le faire.* Alors, Dustin est allé à l'abbaye d'Holland une semaine, en novembre 2017, et il a réalisé que c'était la chance pour ce fromage de survivre. »

Le couple s'est lancé dans l'aventure avec l'envie de garder la dimension artisanale du produit. « Nous ne comptons pas faire 1 000 meules par jour. On souhaite rester petit. Pour commencer, on veut produire environ 100 meules par mois. Frère Albéric en faisait 800. »


Dustin Peltier et Rachel Isaak sont entrés dans le secret de fabrication du fromage de la trappe.

photo : Marta Guerrero

De tradition cléricale à tradition familiale?

Avant de s'atteler à la tâche, il a fallu surmonter un amas de recours administratifs : des normes de sécurité à respecter, des autorisations gouvernementales afin de pouvoir utiliser du lait non-pasteurisé… Et surtout, une fabrique à bâtir.

Sur la ferme de la famille Peltier, située non loin de Woodlands, le couple a construit en quelques mois sa petite fromagerie dans une roulotte.

Le couple vient d'entamer la fabrication de sa première dizaine de fromages. Si la création des meules prend quelques heures, celles-ci mettent deux mois à parvenir à maturation. Et surtout, chaque meule doit être lavée et retournée, chaque jour.

« Ça prend de la patience, du soin pour faire le meilleur fromage. Comme chefs cuisiniers, on a adoré l'idée que le lait est comme une toile vierge. On pourra, plus tard, créer d'autres fromages. »

Avant tout : gagner une expérience. Rachel Isaak a bien déjà tenté de faire du fromage dur. Sans succès. « Ça ne marchait pas. C'est l'une des raisons pour lesquelles on voulait apprendre d'un fabricant de fromage. Je ne savais pas ce que je faisais mal. Je pourrais lire autant que je veux sur le sujet, je ne trouverais peut-être pas la réponse. »

Dustin Peltier renchérit : « Vous pouvez lire autant de recettes que vous voulez, qui vous diront que A + B vous donneront le fromage, ça ne marche pas toujours. Il faut trouver les nuances. »

Ses parents, Gary et Silver Peltier, mettent aussi la main à la pâte. Et qui sait? Les enfants du couple prendront, peut-être un jour, la relève. « On espère. Ils ont neuf et dix ans. L'un aime le fromage et l'autre… un peu moins », raconte l'apprenti fromager avec un sourire.

Le verdict d'Albéric

Une fois la tâche accomplie, les fromages devront encore être testés par le gouvernement pour voir s'ils correspondent aux standards requis. Mais la véritable épreuve, explique Dustin Peltier, sera la dégustation par frère Albéric. « Il a mangé beaucoup de fromage dans sa vie. Il sait ce qu'il aime. Ce sera donc notre ultime test, s'il approuve ou pas notre fromage. Tout ce qu'il avait, ça nous prendra du temps à le construire. »

À terme, ils comptent le commercialiser à travers le magasin et restaurant spécialisé en gastronomie italienne De Luca's, situé sur l'avenue Portage à Winnipeg.

À retrouver dans notre section Archives sur la-liberte.ca, trois entrevues avec frère Albéric : 8 mai 1987, page 7 ; 10 février 1995, page 2 ; et 12 janvier 2001, page 9.

Le Manitoba revoit sa carte électorale

Plus de circonscriptions aux prochaines élections?

Tous les dix ans, la Commission de la division électorale doit examiner les limites des circonscriptions électorales de la province, conformément à la *Loi sur les circonscriptions électorales*. Ce qui pourrait changer où vous irez voter.

Daniel BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Richard Chartier, le juge en chef du Manitoba, préside la Commission. Il détaille le travail entrepris depuis début janvier par les cinq membres du groupe : « Notre tâche principale est de nous assurer que les circonscriptions électorales représentent, autant que possible, le même nombre d'habitants. La Loi exige qu'on se serve du recensement de 2016 pour obtenir les données démographiques les plus récentes de Statistique Canada. La population totale du Manitoba est de 1 278 365 habitants. Lorsqu'on divise ce chiffre par le nombre de circonscriptions électorales (57), on obtient 22 427 personnes. Dans un monde idéal, chacune des circonscriptions doit contenir ce nombre d'habitants. Bien entendu, il est impossible d'obtenir une parité exacte. »

La Loi autorise en effet un écart de population de 10 % entre les circonscriptions au sud du 53e parallèle. Au nord du 53e, l'écart permis est de 25 %.

La Commission s'est vite aperçue qu'un bon nombre de circonscriptions actuelles sont surreprésentées ou sous-représentées.


Le juge Richard Chartier, président de la Commission de la division électorale du Manitoba.

Archives La Liberté

Richard Chartier explique le problème à résoudre : « Nous aimerions nous tenir à des écarts de 5 à 10 %. Ce sera un défi. Dans le Nord, la circonscription de Flin Flon compte 30 % en moins d'habitants que le 22 427 idéal. Dans Swan River, l'écart est de 20 %. On parle donc de circonscriptions avec 14 000, 15 000 habitants.

« Dans le Sud, le défi se trouve à l'opposé. Certaines régions ont connu des hausses importantes de population. La circonscription Morden-Winkler compte trop de monde : 24 %. À Steinbach, il y en a 20 % en trop. »

La carte électorale compte présentement 22 circonscriptions rurales au sud du 53e parallèle, et quatre au nord de cette ligne. Richard Chartier n'écarte pas la possibilité de créer de nouvelles circonscriptions.

« En redessinant la carte électorale à la campagne, il faudra nous assurer de respecter les municipalités et les réserves autochtones. Idéalement, nous ne voulons pas qu'une même municipalité ou qu'une réserve soit représentée par deux députés. Nous ne voudrions pas compliquer leurs relations avec la Province. »

À Winnipeg, la population a également augmenté. Pour des fins électorales, Southdale a présentement 19 % de monde en trop, Saint-Norbert 22 %, Fort Whyte 29 % et The Maples 36 %.

« La Commission doit donc décider si Winnipeg aura une 32e circonscription, et s'il faut éliminer une circonscription dans le Nord. Si c'est le cas, quelles seraient les frontières? Et quel nom porterait les nouvelles circonscriptions? Le toponymiste de la Province est venu nous donner une présentation, pour nous aider à penser à des noms qui refléteraient bien la géographie, le patrimoine, la culture et la population des circonscriptions. »

Pas de gerrymandering au Canada

Raymond Hébert a siégé à la Commission de la division électorale du Manitoba en 2001 et à la Commission fédérale en 1991.

Le politologue et professeur émérite de l'Université de Saint-Boniface assure que « le processus de repenser les cartes électorales au Canada est des plus transparents ».

« Au Fédéral, le processus est impartial depuis l'adoption de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* en 1964. La Commission provinciale a été créée en 1955, lors de l'adoption de la première *Loi sur les circonscriptions électorales*. La Loi est devenue plus impartiale, avec les révisions qui y ont été faites au fil des années. Le travail autonome des la Commission est strictement séparé des partis politiques. Ses cinq membres sont choisis d'office. Ce sont le juge en chef du Manitoba, le recteur et vice-chancelier de l'Université du Manitoba, le recteur et vice-chancelier de l'Université de Brandon, le doyen du Collège universitaire du Nord et la directrice générale des élections du Manitoba.

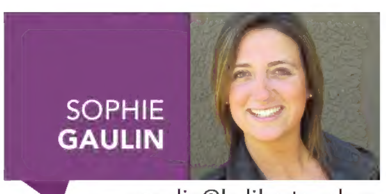
« Les États-Unis, par contre, ont un système rétrograde qui porte à la corruption, puisque les circonscriptions fédérales sont établies par les législatures de 28 États. Donc un État où un parti est majoritaire peut tracer de nouvelles cartes électorales qui favorisent ce même parti au fédéral. Une pratique appelée gerrymandering, en raison d'un cas célèbre. En 1811, le gouverneur du Massachusetts, Elbridge Gerry, avait refait la carte électorale pour favoriser son parti. Sur la carte, une des circonscriptions ressemblait à une salamandre!

« Cette pratique reste courante. Le 5 février, la Cour suprême américaine a donné raison à la Cour suprême de la Pennsylvanie, qui avait exigé que la législature de cet État refasse la carte électorale d'une manière non partisane. »

Élections partielles à Saint-Boniface

Mamadou Ka veut être une voix franco au gouvernement

Le professeur associé de Sciences politiques à l'Université de Saint-Boniface, Mamadou Ka était le candidat progressiste-conservateur dans Saint-Boniface aux dernières élections provinciales. Il est bien décidé à retenter sa chance quand les partielles seront déclenchées pour remplacer le député et ancien premier ministre du Manitoba, Greg Selinger.


SOPHIE GAULIN
sgaulin@la-liberte.mb.ca

C'est officiel, Mamadou Ka est bien décidé à se battre pour remporter l'investiture du parti progressiste-conservateur dans la circonscription de Saint-Boniface. À l'heure d'écrire ces lignes, aucun autre nom n'avait été avancé pour représenter les bleus dans cette future élection partielle.

Le candidat s'affairait à remplir tous les papiers nécessaires à la validation de sa candidature, entre autres, une vérification du casier judiciaire et du registre concernant les mauvais traitements.

Le candidat Mamadou Ka qui est vice-président du comité de parents de l'école Précieux-Sang et spécialiste des questions sur la diversité culturelle reste confiant, mais prudent.

« Saint-Boniface n'est pas acquis au Parti néo-démocrate mais je pense qu'il faut rester prudent car ce sont les résidents de cette circonscription qui décideront. Je ne veux pas spéculer sur mes chances. Car en politique, on ne sait jamais. Ce que je peux dire, c'est que je suis prêt à me battre pour avoir la confiance de mon parti afin de gagner l'investiture puis dans un deuxième temps celle des électeurs. »


Mamadou Ka se présente à l'investiture du Parti progressiste-conservateur pour les élections partielles dans Saint-Boniface. La date de ces élections n'était pas encore connue à l'heure d'écrire ces lignes.
photo : Morgane Lemée

Lors des dernières élections provinciales en mai 2016, Mamadou Ka s'était présenté contre le premier ministre néo-démocrate sortant, Greg Selinger. Selon Élection Manitoba, Greg Selinger (NPD) avait alors obtenu 3 624 votes, Mamadou Ka (PC) : 2 211 votes, Alain Landry (Libéraux) : 1 663 votes et Signe Knutson (Verts): 1 048 votes.

« Le Parti néo-démocrate est divisé. Alors si je remporte l'investiture de mon parti, je crois que c'est faisable », explique Mamadou Ka.

Les motivations du candidat progressiste-conservateur et ancien président de la Société de la francophonie manitobaine sont claires. « Ma priorité, c'est la francophonie. Je suis prêt à porter la voix des francophones au sein du gouvernement Pallister. On a besoin d'une voix au sein du gouvernement et non dans l'Opposition uniquement. Je suis prêt à demander à mon parti qui est au pouvoir le retour du sous-ministre adjoint au Bureau de l'éducation française. »

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans l'article *Survol d'un français bien vivant*, paru à la page 9 de *La Liberté* du 21 au 17 mars. Le linguiste cité est bel et bien André Thibault, et non Arthur Thibault tel qu'il était indiqué dans l'article.

Toutes nos excuses.

Assurance santé quasi-éliminée

Coup dur pour les étudiants internationaux

Les coûts associés à l'assurance maladie des 250 étudiants internationaux qui fréquentent l'Université de Saint-Boniface (USB) pourraient augmenter de 450 $ par année, en raison de l'abolition, prévue par le gouvernement Pallister, de leur accès au régime des assurances santé publiques.

Daniel BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Beydi Traore, le directeur général de l'Association étudiante de l'USB, estime la potentielle abolition préoccupante.

« Nos étudiants internationaux bénéficiaient depuis avril 2012 de la carte des assurances santé du Manitoba. C'était une décision de l'ancien gouvernement provincial, conçue pour attirer les étudiants des pays étrangers. Par conséquent, nos étudiants internationaux n'avaient qu'à payer 200 $ pour la couverture supplémentaire de Green Shield pour les soins dentaires et de la vue, couverture que nous obtenons systématiquement pour chacun d'eux.

« Je suis d'origine malienne. Lorsque j'étais étudiant, avant 2012, je devais payer 600 $ pour de l'assurance santé privée. Je suis convaincu qu'en 2018, les frais à payer seraient plus chers. Facilement autour des 650 $ par année. »

Ian Wishart, le ministre de l'Éducation, reconnaît que les étudiants internationaux auraient à payer davantage pour leurs assurances. Par contre, « les étudiants et leurs dépendants continueraient d'être éligibles pour l'assurance santé publique s'ils détiennent un permis de travail pour un minimum de 12 mois ».

La Province estime pouvoir épargner environ 3,1 millions $. Une épargne qui, selon Beydi Traore, ne se justifie pas :

« Le gouvernement ne pense qu'au court terme. À long terme, il risque de freiner les inscriptions internationales. Au Canada, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve offrent l'assurance santé publique aux étudiants étrangers. Le Nouveau-Brunswick vient tout juste de s'ajouter à cette liste. Il est très possible que les francophones choisissent désormais de s'inscrire à l'Université de Moncton. »

Un scénario que Robin Rooke-Hanke, la coordonnatrice du Bureau international de l'USB, souhaite éviter.

« C'est inquiétant. En avril 2012, le Manitoba était une des seules provinces à offrir cette couverture. C'était un geste d'accueil. Et un incitatif qui facilitait le recrutement. Nous croyons et tenons au bien-être de nos étudiants étrangers. Nous allons suivre de près la situation et offrir notre appui à l'AEUSB, qui gère le programme d'assurance Green Shield pour l'USB. »

Ian Wishart croit que « le Manitoba continuera d'être une option viable pour les étudiants internationaux ». Nos frais de scolarité sont parmi les plus bas au Canada. »


Beydi Traore : « Le gouvernement ne pense qu'au court terme. À long terme, il risque de freiner les inscriptions internationales à l'Université de Saint-Boniface. »
photo : Daniel Bahuaud

Trois étudiants témoignent



Yassine AIT MAATALLAH,
1re année, originaire du Maroc

« Ici, les étudiants étrangers n'ont pas forcément le même niveau de vie que les Canadiens. Si on veut s'offrir un service de santé, c'est beaucoup plus cher. Donc la carte nous est d'une grande aide, on se sent plus sécurisé. Par exemple, si à la fin du mois on a plus d'argent, et qu'on doit aller chez le médecin, on aurait à payer plein prix. Si on doit aussi payer le loyer, on sera confronté à un choix. »



Omar SECK,
3e année, Sénégal

« Si on élimine cette carte, ça va être un désastre pour les étudiants internationaux. C'est un manque de respect envers ces étudiants, et ça donne l'impression qu'on n'est pas considérés. Personnellement, je ne serai pas concerné, comme c'est ma dernière année, mais on se sert les coudes entre étudiants internationaux. Il faut qu'on se fasse l'écho de ceux qui vont suivre. C'est notre devoir d'étudiant finissant d'en parler. »


photos : Valentin Cueff

Abdoul SALL,
3e année, Sénégal

« Ça m'a choqué. On dirait que c'est de l'argent que le gouvernement se fait sur notre dos. On a déjà beaucoup de charges, les cours coûtent chers, parfois pour nos parents ou pour ceux qui doivent payer eux-mêmes leurs études. C'est une autre charge qui s'ajouterait. C'est déplorable. J'ai changé mes lunettes et cette carte m'a beaucoup aidé. Je n'ai payé que 30 % de la somme demandée. »

La Province veut que l'USB recrute au Manitoba

D'accord, mais comment s'y prendre?

Le ministère de l'Éducation souhaite augmenter de 10 % le montant d'étudiants manitobains qui fréquentent les établissements postsecondaires, pour qu'ils occupent 77 % des places.

Une vision qui a des retombées pour les stratégies de recrutement de l'Université de Saint-Boniface, qui devra désormais cibler les étudiants locaux et réduire la présence des étudiants étrangers.


DANIEL BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca


Nathalie Roche : « Il faudra plus de ressources pour relever le défi. »
photo : Marta Guerrero

La *Manitoba College Review*, un nouveau rapport préparé par la firme de consultants Higher Education Strategy Associates, soutient que l'Université de Saint-Boniface (USB) doit offrir davantage de programmes universitaires et collégiaux qui répondent aux besoins des francophones et des francophiles, dans le but de mieux desservir les employeurs bilingues et le marché du travail manitobain.

Et donc de recruter davantage d'étudiants manitobains.

Pour y arriver, la *Manitoba College Review* préconise une nouvelle formule de financement pour les établissements postsecondaires qui accorderait plus de points, et donc plus de financement, selon deux critères : les taux d'inscription aux programmes et les taux de diplomation.

À l'inverse, la formule accorderait moins de points aux étudiants internationaux, puisque « une certaine priorité doit être accordée aux étudiants manitobains ».

En fait, le rapport précise que « le talon d'Achille de l'USB est le nombre important d'étudiants internationaux ». À l'heure actuelle, l'USB compte environ 250 étudiants étrangers, sur une population totale de quelque 1 300 étudiants. Soit environ 19 % de la population estudiantine, selon les chiffres du Bureau de recrutement de l'USB.

Gabor Csepregi, le recteur de l'USB, reçoit le rapport d'un œil favorable, tout en émettant quelques bémols. « L'intention est positive. La Province veut que nos programmes aient des retombées positives sur le marché du travail manitobain. Et ça se comprend. Je reconnais qu'une institution postsecondaire ne peut pas se concentrer sur une seule clientèle.

« Cela dit, le rapport dépeint la situation à l'USB de manière inexacte. D'après la *Manitoba College Review*, 88 % des étudiants inscrits au programme d'Administration des affaires de l'École technique et professionnelle sont des étudiants internationaux. En fait, il s'agit de 68 %. Les consultants ont inclus les nouveaux arrivants qui ne sont pas encore citoyens canadiens. Que cela semble toujours élevé ou pas, nous continuerons de recruter à l'international. Cela dit, c'est vrai que certains programmes, comme l'administration des affaires, attirent les étudiants venus de l'étranger. Nous allons devoir mettre plus d'accent sur le recrutement au Manitoba. »

Nathalie Roche est coordonnatrice du Bureau de recrutement à l'USB depuis octobre 2017. Elle estime que recruter au sein de la province représente « un défi ». « Étant donné que les élèves de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) et ceux en immersion française sont bilingues, ils sont ciblés par les universités canadiennes. Nous allons devoir tisser encore davantage de liens avec la DSFM et les divisions scolaires.

« La clé sera en partie de vanter l'approche personnalisée possible à l'USB. Que nos salles de classe ne comptent pas des centaines d'élèves, mais des plus petits groupes qui permettent un accès direct aux professeurs et une éducation de plus grande qualité. »

Chaque année, le Bureau de recrutement visite plus de 30 écoles et participe à près de 15 foires étudiantes, au Manitoba et à la grandeur du pays. Nathalie Roche note que son bureau contacte également les conseils scolaires « de nombreuses écoles ». « Nous accueillons aussi les écoles et les élèves qui veulent faire une tournée de l'USB. Mais il faudra faire plus. Heureusement, depuis cinq ans, nous obtenons des statistiques sur chaque élève inscrit dans nos programmes. Nous savons de quelle école l'élève est venu, d'où il vient, quel programme l'attire, etc. Ça nous permet d'ajuster notre tir pour recruter des élèves semblables.

« Par contre il faudra plus de ressources pour relever le défi. »

Gabor Csepregi est du même avis. « Le hic, le *Catch-22*, c'est qu'on nous demande d'assurer la vitalité de notre établissement sans pourtant nous donner les ressources nécessaires. Le Bureau du recrutement est composé de deux personnes. Son budget est de 450 000 $ en salaires et en coût directs, sur un budget total de 30 millions $. Il faudra chercher les fonds pour améliorer nos efforts à l'intérieur de l'enveloppe dont nous disposons déjà. »



LES BIENFAITS DES COURS DE NATATION POUR LES PERSONNES À BESOINS SPÉCIAUX

La natation pour tous

Les cours de natation sont, selon plusieurs, un aspect intégral de la jeunesse. Ceci est également vrai pour les jeunes ayant des besoins spéciaux.



photo : Amy Spearman

Daniel Cowen, un jeune nageur atteint du syndrome de Down, participe à une leçon de Manitoba SwimAbility et salue la caméra.

Amy SPEARMAN
Collège Jeanne-Sauvé

Manitoba SwimAbility est un organisme à but non lucratif fondé sous le nom Making Waves Canada en 2011. Sa mission est d'offrir des cours de natation individuels et abordables spécifiquement pour les jeunes ayant des besoins spéciaux.

Depuis leurs débuts, plus de 1500 jeunes se sont inscrits. Cette année 350 jeunes suivent des cours à travers 4 piscines à Winnipeg, ainsi qu'à Portage La Prairie, Grandview, Steinbach, Brandon, Dauphin, Selkirk et Carman.

SwimAbility s'adresse aux enfants atteints du syndrome de Down, du spectre autistique, du retard de développement global, de l'épilepsie, du trouble déficitaire de l'attention, des aveugles / malvoyants, des sourds / malentendants, ainsi que de nombreuses autres conditions.

D'après Cameron Krisko, président de l'organisme, le programme affecte positivement les jeunes participants car ils « apprennent une compétence de la vie, l'éducation à la sécurité nautique, font de l'exercice physique, se font des amis et pratiquent leurs habiletés sociales, avec d'autres enfants et leurs instructeurs ».

Le fils de Cathy Cowen est atteint du syndrome de Down et participe aux leçons de SwimAbility depuis cinq ans. « Nous sommes très reconnaissants et fiers de faire partie de Manitoba SwimAbility. Nous sommes chanceux d'avoir un groupe d'instructeurs tellement dévoués, fiables et patients. Chez SwimAbility, les enfants se font des amis, font partie d'un groupe social et acquièrent de nombreuses compétences. En d'autres mots, ils ont la chance d'apprendre comme n'importe quel autre enfant et c'est simplement cela notre souhait en tant que parents. »

Manitoba SwimAbility fonctionne uniquement avec des instructeurs bénévoles chaque semaine. Plus de 150 bénévoles impliqués donnent deux heures de leur temps pour enseigner des leçons et pour rendre la natation amusante et sûre pour les jeunes ayant des besoins spéciaux. Ce mode de fonctionnement permet à l'association d'offrir ses leçons au coût très abordable de 2$ par leçon.

Avec des leçons de 30 minutes, une fois par semaine pour dix semaines, ceci donne la possibilité aux enfants de créer une amitié avec leur instructeur et de se sentir de plus en plus à l'aise dans l'eau chaque semaine. Comme l'exprime Amelie Bauch une superviseure de SwimAbility, « la relation nageur-bénévole est très spéciale. » De plus, Kaylene Normand, instructrice avec le programme dit que, « ça fait deux ans que je suis bénévole, et j'aime beaucoup SwimAbility parce que c'est une opportunité vraiment unique de rencontrer plusieurs enfants qui ont des besoins différents. J'aime beaucoup créer des amitiés avec mes élèves et chaque élève est différent. C'est vraiment amusant ».

Petite confidence : Pour moi, l'auteure de cet article, cela fait quelques mois que je me porte bénévole avec le programme et il est devenu très évident que SwimAbility a un impact positif sur la vie de tellement de jeunes dans notre communauté. Cependant, ce sont les jeunes qui me touchent le plus, avec leurs sourires brillants et leurs câlins chaque fois que je les vois.

Ce sont eux les vraies vedettes.

L'USAGE DE LA TECHNOLOGIE DANS LES ÉCOLES

Apporter sa propre technologie à l'école

À partir de septembre 2018, le Collège Jeanne-Sauvé adoptera l'initiative créée par la Division scolaire Louis-Riel, Bring Your Own Device (BYOD).

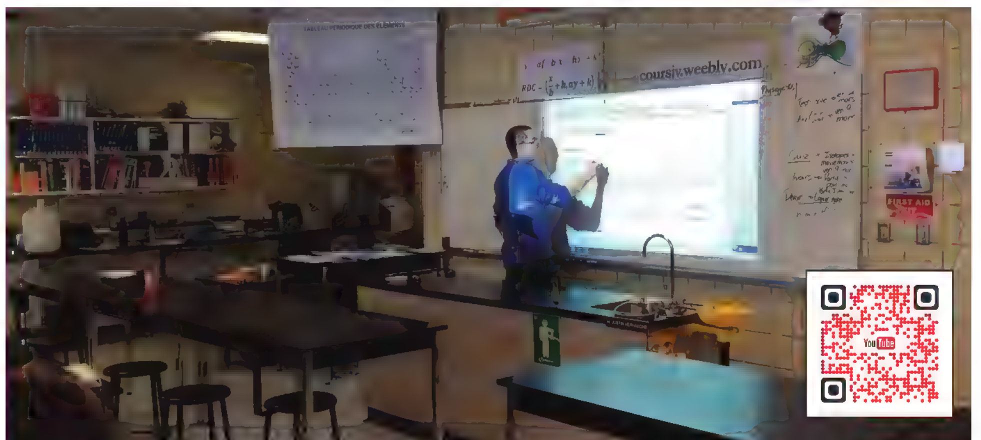


photo : Bryce Cadieux

Justin Verhaeghe utilise la technologie *MimioTeach* ™ dans sa classe.

Bryce CADIEUX
Collège Jeanne-Sauvé

Le programme BYOD donne la responsabilité aux élèves d'apporter leur propre portable ou tablette à l'école. Les étudiants peuvent donc l'utiliser pour prendre des notes, taper leurs devoirs, et même apprendre en utilisant des site web interactifs.

Des pours…

Pour Cameron Johnson, directeur adjoint au Collège Jeanne-Sauvé; la technologie en général est un outil qui sera intégré et impliqué d'une façon ou une autre dans nos vies, que ce soit à l'école, à l'extérieur de l'école, ou sur nos lieux de travail. « Au début, on se concentrait surtout sur l'appareil et le logiciel, dit-il, mais maintenant, on veut créer un environnement collaboratif avec l'interaction et la communication ».

Justin Verhaeghe, enseignant de science au Collège Jeanne-Sauvé, a déjà commencé à intégrer les nouvelles technologies dans ses cours. Il utilise le système *MimioTeach* ™ pour interagir avec l'image du projecteur sur le tableau blanc en se servant d'un stylo magique.

Le programme BYOD sera un pas de plus dans l'enseignement secondaire, en mettant de la technologie entre les mains de l'élève et non plus seulement de l'enseignant. « Cette initiative nous aidera beaucoup, pense-t-il, car chaque leçon pourra être changée pour que ça soit personnalisé à l'élève ». L'enseignement dit « magistral » (où l'enseignant parle devant une classe d'élèves), est une façon de communiquer qui n'inclut pas la compréhension personnelle de l'élève. Alors qu'avec un appareil électronique, on peut différencier des leçons et adapter des concepts clés à une leçon donnée pour que ça soit plus spécifique à l'élève, parce qu'on apprend tous de différentes façons.

… et des contres.

Ceci dit, tout le monde n'est pas d'accord avec les appareils électroniques dans les salles de classe en tout temps. Marie-Christine Dauriac, conseillère au Service étudiants de l'école pense que la technologie n'est pas la solution à tout. « Il y a des jours où il est inutile d'avoir un appareil électronique en classe, dit-elle. Il suffit peut-être d'écouter la leçon, ou de travailler sur un projet, en groupe ou individuellement ». Elle a remarqué que beaucoup d'élèves n'ont pas encore développé l'auto-gérance quand ça vient à l'utilisation des appareils électroniques.

En plus des distractions liées à la technologie, il y a beaucoup d'autres choses qui peuvent gâcher un cours : des piles mortes; un appareil brisé; le prix initial ou même des connaissances limitées pour résoudre des problèmes techniques.

Marie-Ève Sabourin, enseignante de français, pense que la technologie ne l'aide pas dans sa salle de classe. Sur le mur en arrière, il existe un « *hôtel aux téléphones* ». Au début de chaque classe, chaque élève doit déposer son cellulaire dans l'hôtel pour le récupérer à la fin du cours.

Une nouvelle réalité

Lorsque Grace Spearman, étudiante en informatique à l'Université de Manitoba, et ses amis ont fondé le premier club de technologie du Collège Jeanne-Sauvé, en 2014, les cellulaires n'étaient même pas permis dans les couloirs de son ancienne école. Ensemble, ils ont mis en place des règles communes approuvées par la direction du Collège. Entretemps, le club a disparu, les médias sociaux sont devenus plus populaires que jamais et les élèves sont devenus accros à leurs cellulaires. Les ordinateurs sont devenus beaucoup plus personnalisables et maintenant tout le monde veut les avoir, y compris la Division scolaire. Il y a des désavantages à la technologie, mais la plupart des gens croient fortement que ses avantages sont beaucoup plus nombreux. Au final, il s'agit de s'adapter à cette nouvelle réalité tout en choisissant la bonne voie.

GÉNÉRATION Z offre une expérience authentique du métier de journaliste en presse écrite et en vidéo à des élèves de la Division scolaire Louis-Riel (DSLR), pour qui le français est une deuxième langue. Depuis 2010, plus d'une soixantaine d'élèves ont participé au projet et bénéficié d'ateliers en journalisme. Afin de les encourager, prenez le temps de lire leurs articles, visionner leurs vidéos et leur écrire un commentaire : promotions@la-liberte.mb.ca.

SUDOKU

PROBLÈME N° 594

						4		
		2	1		3		5	6
		5		6				
	2	1			9		8	
			5			9		
	9		8	2				4
	1					5		3
	7		2					1
						7		

RÉPONSE DU N° 593

9	7	6	4	5	3	8	1	2
1	8	4	2	9	7	6	5	3
2	5	3	8	6	1	7	4	9
3	4	7	5	2	8	9	6	1
8	2	9	1	3	6	4	7	5
5	6	1	9	7	4	2	3	8
7	9	2	3	4	5	1	8	6
4	1	5	6	8	2	3	9	7
6	3	8	7	1	9	5	2	4

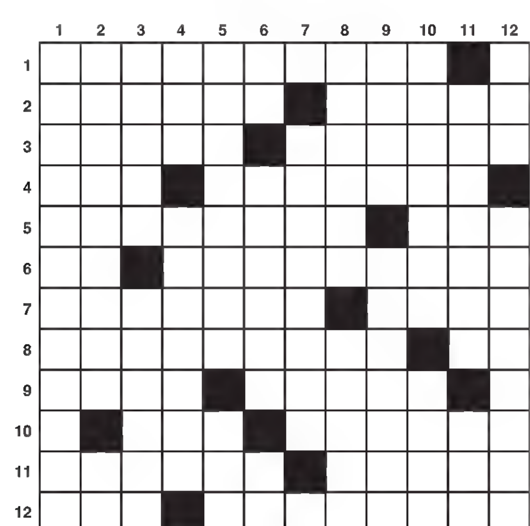
RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 963



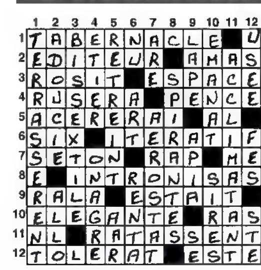
HORIZONTALEMENT

1- Robuste.
2- Forme, soumet à un entraînement méthodique. – Lézard.
3- Grande quantité de quelque chose. – De la ville antique d'Elée.
4- Unité d'équivalent de dose. – Historien français (1842-1922).
5- Conduisent l'urine du rein à la vessie. – Lettre de l'alphabet grec.
6- Préposition. – Qui contiennent du sable.
7- Publiant et mettant en vente l'œuvre d'un écrivain. – Dieux guerriers scandinaves.
8- Membres d'un sénat. – Adverbe.
9- Poil long et rude. – Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
10- Trois fois. – Ensemble des laïques dans l'Église catholique.
11- Fasses du tort à. – Plante à fleurs jaunes.
12- Détruit. – Frapper au moyen du marteau.

VERTICALEMENT

1- Brusque réapparition de quelque chose avec redoublement d'intensité.
2- Déshériter. – Doublée.
3- Fente verticale qui se forme au sabot du cheval. – Apprend les rudiments d'une science.
4- Colère. – Souliers.
5- Qui a commis des crimes. – Unité d'équivalent de dose.
6- Personnel. – Espace sablé d'un cirque (pl.). – Possessif.
7- Hypothétique.
8- Loua un avion. – Prenait une expression de gaieté.
9- Adverbe. – Calcaire.
10- Bien ouvertes. – Fond d'un parc à huîtres, du côté de la mer.
11- Écimées. – Bière.
12- Saison. – Seconder quelqu'un.

RÉPONSES DU N° 962





APPEL DE CANDIDATURES

PROFESSEUR OU PROFESSEURE RESPONSABLE DES STAGES ÉTUDIANTS EN SCIENCES INFIRMIÈRES 1.0 ETP (POSTE MENANT À LA PERMANENCE)

Description du poste :

Sous l'autorité du doyen de l'École des sciences infirmières et des études de la santé (ESIES) et en collaboration avec l'administrateur de l'éducation clinique, le professeur responsable des stages prépare les étudiants et les étudiantes pour entreprendre les stages cliniques et communautaires, assure une revue des plans de cours des stages, et supervise les séances de stages. Le professeur responsable des stages contribue aussi au développement de la composante formation clinique ainsi qu'à l'épanouissement des programmes de l'ESIES.

Qualifications

- Baccalauréat en sciences infirmières, maitrise préférée;
- Certificat d'immatriculation en vigueur de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Manitoba;
- Minimum de cinq ans d'expériences cliniques variées;
- Expérience en enseignement clinique et/ou académique;
- Expérience à utiliser des systèmes informatiques et des logiciels divers;
- Expérience en gestion serait un atout;
- Bonne connaissance du français et de l'anglais, oral et écrit.

Habiletés et aptitudes

- Leadership et esprit d'équipe;
- Créativité, initiative, autonomie et engagement professionnel;
- Aptitude à utiliser des logiciels spécialisés;
- Excellentes habiletés en communication et en relations interpersonnelles.

Connaissances

- Bonne connaissance du fonctionnement des unités cliniques;
- Connaissances des technologies d'information dans le domaine de la santé.

Rémunération : selon la convention collective

Entrée en fonction : le 1er aout 2018

Veillez soumettre votre curriculum vitae au plus tard à 12 h le 11 avril 2018 à :

Madeleine Baril, doyenne par intérim de l'École des sciences infirmières et des études de la santé
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-237-1818 poste 700
mbaril@ustboniface.ca

CULTUREL

Une série de premières pour l'Opéra du Manitoba

Un nouveau regard sur La Traviata

Pour la première fois, l'Opéra du Manitoba coproduit avec quatre autres compagnies canadiennes. Première aussi, pour Alain Gauthier. Le metteur en scène montréalais régie le célèbre ouvrage de Verdi pour la première fois. Et la soprano américaine Angel Blue fait ses débuts sur une scène canadienne. (1)

Daniel BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Alain Gauthier, le régisseur de l'Opéra de Montréal, s'estime « plus que choyé de travailler avec l'Opéra du Manitoba » :

« J'ai souvent assisté à la régie de *La Traviata* et j'ai assisté à de nombreuses représentations. C'est un grand opéra, un véritable classique. Un drame humain, très psychologique, qui en dit beaucoup sur les relations de couple et le jugement que subissent les amoureux, à cause des attentes des parents et de la société. Je peux enfin y apporter mes observations, mes touches, tout en travaillant avec Angel Blue. La Californienne vient juste de chanter la Mimi de Puccini au Metropolitan Opera de New York. Le ténor Adam Luther et le baryton James Westman sont des Canadiens qui ont une réputation internationale. L'Opéra du Manitoba a fait un bon coup. Ces trois principaux chanteurs, qui jouent Violetta, Alfredo et Germont sont vraiment de haut niveau. »

Aux yeux du metteur en scène, le grand attrait de la nouvelle production, est l'époque choisie pour mettre en relief la tragédie du couple.

« C'est Michel Beaulac, le directeur artistique de l'Opéra de Montréal, qui a suggéré de situer le drame dans le Paris des années 1920. Ainsi, Angel Blue, qui est afro-américaine, fera penser un peu à la chanteuse Josephine Baker. Dans *La Traviata*, Violetta est admirée et adulée dans son milieu. Mais elle craque, confrontée par Germont, le père d'Alfredo. Le milieu des années 1920 ajoute un nouvel aperçu au drame, en faisant un commentaire sur les artistes de l'époque, surtout ceux de couleur. Violetta sera la seule afro-américaine dans l'opéra.

« L'opéra *La Traviata* a été joué pour la première fois en 1853. La présentation classique est celle, donc, de la grande bourgeoisie parisienne du 19e siècle. Dans ce milieu, Violetta est une courtisane. Dans notre version, elle sera une artiste de cabaret entretenue par des amants riches.

« Violetta est un personnage fascinant. C'est une femme solide qui comprend et fait appel à sa sexualité. Elle fait le calcul rationnel de ses relations amoureuses, pour maximiser son statut social et sa sécurité. Mais à son grand étonnement, cette femme qui ne croit pas en l'amour se met à y croire. Elle aime Alfredo passionnément. Mais elle croule sous la pression de Germont. Elle choisit de l'abandonner pour sauver son image sociale. Au bout du compte, elle et Germont se rendent compte de leur erreur. Mais tout arrive trop tard. »

Pour Alain Gauthier, monter un opéra est « un travail ardu, intense ». « Je répète présentement avec les chanteurs et le chœur de l'Opéra du Manitoba. Je porte beaucoup d'attention au deuxième acte, puisque c'est là que le choc des générations entre père et fils, et par conséquent la rupture du couple, se fait le plus ressentir.

« Et puis bien sûr, il y a tous les éléments disparates à rassembler, afin d'assurer l'unité dramatique. C'est une toute nouvelle production, le fruit du travail des opéras du Manitoba, de Montréal, d'Edmonton, de Vancouver et du Pacific Opera de Victoria. Les costumes sont du Pacific Opera, les décors de l'Opéra d'Edmonton. Je n'ai jamais travaillé avec Angel Blue, ou encore l'Opéra du Manitoba. Tout est à organiser. C'est stimulant! »

(1) L'opéra ***La Traviata*** sera présenté le 14 avril à 19 h 30, le 17 avril à 19 h et le 20 avril à 19 h 30, à la Salle du centenaire, située au 555, rue Main à Winnipeg. Billets : 204-957-7842.


photo : Gracieuseté Opéra du Manitoba


Alain Gauthier : « Quand je monte un opéra, je pense souvent au lendemain des personnages. Qu'adviendra-t-il d'Alfredo, après la fin tragique de Violetta? On a quelques indices dans *La Dame aux camélias* d'Alexandre Dumas fils, le roman sur lequel est basé *La Traviata.* »


photo : Gracieuseté Opéra du Manitoba
Un costume pour *La Traviata*, imaginé par la designer Christina Poddubiuk, du théâtre de Stratford.

EMPLOIS ET AVIS

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE LA SUCCESSION de feue **THÉRÈSE CÉCILE LAVOIE**, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, retraitée.

TOUTES réclamations contre la succession ci-haut mentionnée devront être déposées à l'étude du soussigné, 247, boulevard Provencher, Winnipeg, Manitoba, le ou avant le 4 mai 2018.

DATÉ à Winnipeg, au Manitoba, ce 12e jour du mois de mars 2018.

P. J. RICHER
LAW CORPORATION
Procureur de la succession

LES PETITES ANNONCES

Pour placer vos petites annonces, appelez le 204-237-4823

DIVISION • SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE

Nous recherchons des candidat(e)s pour les postes suivants :

POSTE : **Enseignant(e) - orthopédagogue, conseiller(ère) et cours à être déterminés**
Contrat permanent 100 %

OÙ : École communautaire La Voie du Nord
À : Monsieur Daniel Couture, directeur

POSTE : **Enseignant(e) - Cours et niveaux variés**
Contrat permanent 63 % et ajout temporaire 37 %

OÙ : Centre scolaire Léo-Rémillard
À : Monsieur Dale Normandeau, directeur

POSTE : **Enseignant(e) – 3e année**
Contrat temporaire 100 %

OÙ : École Pointe-des-Chênes
À : Monsieur Brian Martel, directeur

POSTE : **Enseignant(e) – Éducation physique et cours et niveaux variés**
Contrat temporaire 100 %

OÙ : École communautaire Aurèle-Lemoine
À : Monsieur Serge Carrière, directeur

Les postes seront ouverts jusqu'au 3 avril 2018.

Pour de plus amples renseignements : www.dsfm.mb.ca

St.Boniface GARDERIE DE BAMBINS

OFFRE D'EMPLOI

Saint-Boniface Garderie de Bambins Inc. est à la recherche de candidat(e)s pour combler les postes suivants :

- **Superviseur(e) de la jeune enfance (niveau II ou III)**
- **Éducateur(trice) (niveau II ou III)**

Postes permanents à temps plein.
Date d'entrée en fonction : aussitôt que possible.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae et trois noms de référence à l'adresse ci-dessus.

Veuillez soumettre votre curriculum vitae et trois références à l'intention de :

Thérèse Musafiri, Directrice
Saint-Boniface Garderie de Bambins Inc.
240, avenue Taché
Winnipeg (Manitoba) R2H 1Z7
Tél. : 204 237-8660 • Courriel : garderiebambins@gmail.com



APPEL DE CANDIDATURES

PROFESSEUR OU PROFESSEURE SUPERVISEUR DE STAGES EN SCIENCES INFIRMIÈRES (POSTE MENANT À LA PERMANENCE)

Description du poste :

Sous l'autorité de l'Administratrice de l'éducation clinique de l'École des sciences infirmières et des études de la santé, le superviseur de stages facilite l'apprentissage des étudiants dans une variété de milieux cliniques, de laboratoires et de simulations dans le cadre du Baccalauréat en sciences infirmières.

0.5 ETP
0.4 ETP

Qualifications

- Baccalauréat en sciences infirmières;
- Certificat d'immatriculation en vigueur de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Manitoba;
- Minimum de cinq ans d'expériences cliniques variées;
- Expérience en enseignement clinique et/ou académique;
- Expérience à utiliser des systèmes informatiques et des logiciels divers;
- Expérience en gestion serait un atout;
- Bonne connaissance du français et de l'anglais, oral et écrit.

Habiletés et aptitudes

- Leadership et esprit d'équipe;
- Créativité, initiative, autonomie et engagement professionnel;
- Aptitude à utiliser des logiciels spécialisés;
- Excellentes habiletés en communication et en relations interpersonnelles.

Connaissances

- Bonne connaissance du fonctionnement des unités cliniques;
- Connaissances des technologies d'information dans le domaine de la santé.

Rémunération : selon la convention collective

Entrée en fonction : le 1er aout 2018

Veillez soumettre votre curriculum vitae au plus tard à 12 h le 11 avril 2018 à :

Diane Pineau, Administratrice de l'éducation clinique
Université de Saint-Boniface
200, avenu de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-237-1818 poste 707
dpineau@ustboniface.ca



Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Commis bilingue
Type d'emploi : Régulier (temps plein)
Ministère : Éducation et Formation Manitoba
Numéro de l'annonce : 33810
Date de clôture : le 3 avril 2018
Échelle de salaire : 21,36 $ - $24,50 $ de l'heure

Le gouvernement du Manitoba reconnaît l'importance de bâtir une fonction publique exemplaire et inclusive qui est représentative de la population qu'elle sert. Nous encourageons les candidats à déclarer sur leur lettre d'accompagnement, curriculum vitæ ou demande d'emploi s'ils font partie d'un des groupes suivants : les femmes, les Autochtones, les minorités visibles et les personnes handicapées.

La personne retenue aura : de l'expérience en offre de soutien administratif; la capacité d'échanger avec divers intervenants de manière professionnelle et respectueuse; de l'expérience en saisie de données minutieuse et en collecte de renseignements de bases de données ou de systèmes informatiques; et de fortes compétences en communication en français et en anglais.

Le commis bilingue fournit un large éventail de services administratifs à la Section d'évaluation des programmes d'études de la Direction de l'enseignement, des programmes d'études et de l'évaluation tout en maintenant et en améliorant le niveau d'efficience et le flux de travaux afin de réaliser les objectifs exprimés relatifs à des projets ainsi que ceux de la Direction. Les fonctions pourraient comprendre : la réponse aux demandes courantes; l'offre de soutien aux écoles pour les projets de tests provinciaux par l'intermédiaire de la ligne de téléassistance; l'entrée de données; et la vérification et l'extraction de rapports. La personne retenue sera chargée du bon fonctionnement des téléphones, des télécopieurs et des photocopieurs du bureau et fournira du soutien aux gestionnaires et aux consultants au besoin.

Veuillez consulter l'annonce 33810 sur notre site Web, www.manitoba.ca/govjobs/index.fr.html, pour obtenir une liste complète des qualités requises et des conditions d'emploi.

Présentez votre demande à l'adresse suivante :
Numéro de l'annonce : 33810
Commission de la fonction publique
Service des ressources humaines
330, avenue Portage, bureau 608
Winnipeg (Manitoba) R3C 0C4
Téléphone : 204 945-4394
Télécopieur : 204 948-2193
Courriel : govjobs@gov.mb.ca

AU MOMENT DE PRÉSENTER VOTRE CANDIDATURE, VEUILLEZ INDIQUER LE NUMÉRO DE L'ANNONCE ET LE TITRE DU POSTE DANS L'OBJET OU LE CORPS DE VOTRE COURRIEL.

Votre lettre d'accompagnement, votre curriculum vitæ et/ou votre formulaire de candidature doivent clairement démontrer comment vous répondez aux critères du poste.

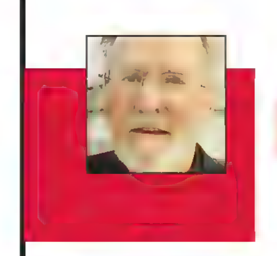
Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature. Nous les informons que nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature sera étudiée plus en détail.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton << Emploi >> sur le site manitoba.ca.

Personnes. Mission. Progrès.



COMMUNAUTAIRE



CHRONIQUE RELIGIEUSE

ROBERT CAMPEAU
Prêtre

Le carême en vue de Pâques

La bible nous raconte que Dieu, dans les temps anciens, s'est choisi Israël, un petit peuple sans grande importance, pour une mission particulière. Il l'a d'abord libéré de l'esclavage qu'il subissait en Égypte, puis l'a conduit au désert pour y passer quarante ans, avant d'entrer dans la terre qui lui était promise. Ce long séjour au désert a été pour ce peuple une expérience spirituelle de première importance. Là, lentement, il s'est initié aux mœurs de Dieu. Dieu cherchait à parler à son cœur et lui apprendre qu'Il était le Dieu unique. Ce n'était pas évident pour Israël qu'il n'y avait qu'un seul Dieu, comme d'ailleurs pour tous les peuples qui l'entouraient, habitués qu'ils étaient à adorer des faux dieux. Pour remplir sa mission de témoigner de la présence de l'unique Dieu dans un monde habitué à adorer des idoles, le peuple d'Israël a dû accepter, pas toujours de gaîté de cœur, d'importants changements dans sa façon d'envisager la vie. Il a appris lentement, laborieusement, à mettre Dieu en premier dans toutes les réalités auxquelles il était confronté. Il a vécu son carême…

Dans le passé, disons avant le concile Vatican II, au temps de ma jeunesse, le carême était très exigeant. Il fallait faire pénitence. Le jeûne et l'abstinence y avaient une place importante; il fallait les prendre au sérieux sous peine de péché grave. Les enfants devaient se priver de sucrerie. On devait, en vrais bons chrétiens, se mortifier pendant quarante jours pour arriver à Pâques purifiés. L'accent était mis sur la pénitence en réparation des péchés commis.

Comme aujourd'hui on ne s'astreint plus à ce type de pénitence, du moins chez un très grand nombre de chrétiens, on est tenté de croire qu'il n'y a plus de carême, que ce n'est plus important de faire pénitence.

Disons qu'il y a eu, avec la réflexion qui a suivi le concile Vatican II, un déplacement d'accent. Ce n'est pas parce qu'on a abandonné les rigidités du passé qu'il n'y a plus de carême. Le carême demeure toujours un temps fort de pénitence, de renoncement, de conversion, c'est-à-dire d'une plus grande ouverture intérieure à Dieu. Le carême nous offre l'occasion de nous poser un certain nombre de questions sur notre manière de vivre notre rapport à Dieu et aux autres. Peut-être avons-nous à nous ressaisir pour donner une nouvelle vigueur à notre foi?

La vie quotidienne nous offre mille et une occasions de purification du cœur, pour améliorer notre disposition face à Dieu et à toutes les réalités de notre vie. Comment est-ce que je vis le stress au travail, la circulation automobile aux heures de pointes, les tensions dans mes rapports aux collègues de travail ou aux membres de ma famille, les contrariétés quotidiennes inévitables? Il y a peut-être là des changements d'attitude qui m'aideraient à trouver plus de sérénité dans mon quotidien et, par conséquent, à me rapprocher des autres et de Dieu.

Nous sommes en pleine Semaine Sainte. Dans peu de jours nous célébrerons Pâques, la résurrection du Christ Jésus. Ressusciter, c'est accéder à la vie. Est-ce que mon carême 2018 m'a conduit à dire un oui plus franc, plus ample à la vie telle que Dieu veut la vivre avec moi? Est-ce que mes efforts de « pénitence » vont dans ce sens?

Joyeuses Pâques à tous et toutes!

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

Raymond Huel sur le premier évêque de Saint-Boniface

Provencher, l'homme qui a jeté les bases

Raymond Huel est le biographe d'Alexandre-Antonin Taché, le deuxième évêque de Saint-Boniface. L'historien est donc à même de donner un relief particulier aux contributions de Mgr Joseph-Norbert Provencher, le fondateur du diocèse de Saint-Boniface.

Daniel BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

1818, l'abbé Provencher arrive à la Rivière-Rouge. Doit-on parler du début de l'Église dans l'Ouest canadien?

Raymond Huel : De la présence stable et continuelle de l'Église institutionnelle, certainement. Avec l'arrivée de Provencher, la présence à demeure du clergé dans l'Ouest est assurée. Provencher est aussi le premier prêtre canadien à se rendre dans l'Ouest. Ceux qui l'ont précédé étaient français.

Des précurseurs, donc…

R. H. : Il s'agissait surtout de missionnaires jésuites qui ont accompagné les explorateurs. Dans les années 1730, les pères Charles Mesaiger et Jean-Pierre Aulneau ont accompagné La Vérendrye jusqu'au lac des Bois, au fort Saint-Charles. Des jésuites comme Jean-Baptiste de la Morinie étaient présents au fort La Reine, près de Portage la Prairie. Ces prêtres, qui appuyaient les explorateurs, cherchaient à convertir les Autochtones. Comparés à Provencher, ils étaient des éclaireurs.

Évangéliser les Autochtones faisait partie des instructions laissées à Provencher…

R. H. : Effectivement, Mgr Plessis, l'archevêque de Québec, avait précisé au jeune abbé Provencher qu'il fallait prêcher l'Évangile aux Autochtones. Mais d'abord, Provencher devait desservir les Métis catholiques, qui avaient demandé des prêtres. Et il était là aussi à la demande de Lord Selkirk, qui voulait calmer les esprits après la bataille de la Grenouillère de 1816. Puisqu'il y avait des catholiques dans les deux camps, Selkirk comptait sur la stabilité que pouvait apporter les prêtres.

Vous décrivez Mgr Taché comme le véritable bâtisseur du diocèse de Saint-Boniface. Quel rôle attribuez-vous à Provencher?

R. H. : C'est l'homme qui a jeté les bases. Il a posé les grandes lignes de la fondation. Taché, lui, a construit l'édifice.

Mgr Provencher a eu le souci d'offrir aux jeunes une éducation religieuse. Il fallait donc qu'ils apprennent à lire et à écrire. On peut donc parler, dans un sens très large, des débuts de l'éducation en français. En 1818, il donne des cours à des garçons. Ce n'est pas lui qui a établi un collège classique.

Par contre, il a réussi à attirer les Sœurs grises, en 1844, qui ont fondé le premier hôpital dans l'Ouest. Provencher, c'est aussi celui qui a créé les premières paroisses catholiques, dont Saint-Boniface, pour desservir les Métis. Et il envoie, quand il le peut, des prêtres établir des missions, comme au lac La Pluie, à la baie Saint-Paul, etc.

Provencher a aussi ordonné du renfort…

R. H. : Le premier, Jean Harper, est ordonné prêtre en 1824. Provencher avait toujours besoin de plus de clergé. La mission qu'on lui avait confiée était d'une ampleur à faire trembler les plus convaincus. De la première douzaine de prêtres venus du Canada, quatre sont rentrés chez eux. C'était une vie difficile. Suffire à soi-même, construire sa propre maison, cultiver un jardin, entreprendre des voyages, ce n'était pas donné à tous. Certains prêtres ont connu la dépression.

D'autres, comme l'abbé Georges-Antoine Belcourt, était très compétents. Belcourt a été curé à Saint-François-Xavier, Pembina et même à Saint-Paul, aujourd'hui ville jumelle de Minneapolis, au Minnesota.

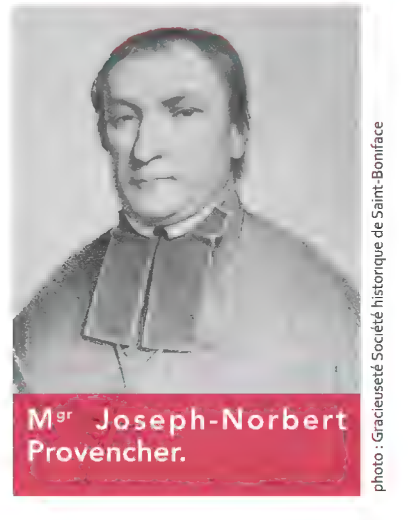
Il fallait donc une congrégation religieuse pour assurer une certaine stabilité à l'œuvre de Provencher…

R. H. : Exactement! Il fallait un effort plus discipliné, plus organisé. Mgr Plessis s'en est vite aperçu, lui aussi. Il aurait voulu les jésuites, mais cette congrégation n'était plus permise en Amérique britannique. C'était l'époque où les jésuites étaient perçus comme une influence papiste néfaste. *The Foreign Clergy*, comme disaient les Britanniques.



Raymond Huel.

photo : Gracieuseté Raymond Huel



Mgr Joseph-Norbert Provencher.

photo : Gracieuseté Société historique de Saint-Boniface

C'est pourquoi des espoirs ont été mis dans les Oblats, une jeune communauté française fondée par Eugène de Mazenod pour reconvertir la France républicaine.

Et les Oblats ont répondu à cet appel…

R. H. : En 1845, avec l'arrivée du père Pierre Aubert et du jeune Alexandre-Antonin Taché, séminariste Oblat. Ce sont les Oblats qui ont vraiment développé les missions. Ils sont allés rencontrer les Autochtones aux postes de traite, les ont accompagné lors des chasses, et ont fondé beaucoup de missions. Taché s'est rendu jusqu'au lac Athabasca.

Et à la mort de Provencher, en 1853, il lui a succédé…

R. H. : Il avait fait ses preuves. Et dans sa consolidation des bases jetées par Provencher, il a brillé.

À VOTRE SERVICE





UNE JEUNESSE INSPIRANTE

AN INSPIRING YOUTH





Plusieurs jeunes ont été arrachés de leurs foyers, éloignés de leur culture, de leur langue et de leur identité. Si nous avons de la chance, ils retournent à la maison, mais dans certains cas, ces jeunes deviennent nos mocassins perdus. C'est pourquoi le gouvernement métis du Manitoba a identifié parmi ses priorités les enfants, les jeunes et les familles.

- David Chartrand



“

Many are taken from their homes. Removed from their culture, their language and their identity. If we are fortunate, those Youth return home. But in some cases, those Youth become our Lost Moccasins.That's why the Manitoba Metis Government has made children, youth and families one of our priorities.

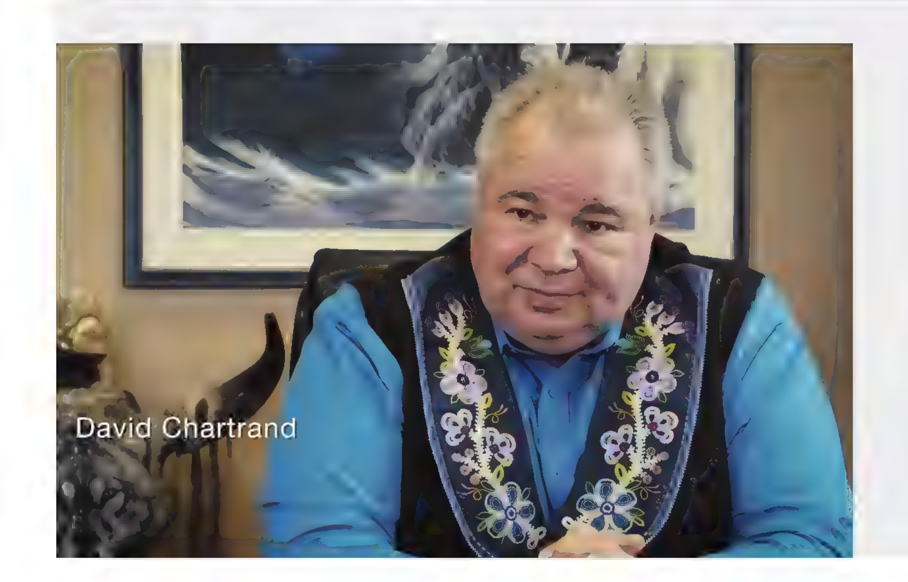
- David Chartrand





Fédération Métisse du Manitoba Inc. | 300-150, avenue Henry Avenue | Winnipeg, Manitoba | R3B 0J7 | Manitoba Metis Federation Inc.

 204-586-8474  204-947-1816  info@mmf.mb.ca www.mmf.mb.ca



MESSAGE DU PRÉSIDENT
MESSAGE FROM THE PRESIDENT
DAVID CHARTRAND

Il me semble pertinent que notre numéro de printemps encarté dans *La Liberté* mette l'accent sur la jeunesse métisse. La jeunesse est dynamique et a également un énorme potentiel. Elle nous mènera à des jours meilleurs, tout comme le fait le printemps. Mais afin de réaliser leur plein potentiel, et de devenir les leaders de demain, les jeunes ont besoin de soutien. Ce soutien commence à la maison.

Ce ne sont pas tous nos jeunes qui ont eu la chance de grandir dans un environnement stable et positif. Certains ont été confrontés à la dépendance et à la pauvreté. Ainsi, plusieurs jeunes ont été arrachés de leurs foyers, éloignés de leur culture, de leur langue et de leur identité. Si nous avons de la chance, ils retournent à la maison, mais dans certains cas, ces jeunes deviennent nos mocassins perdus.

Le gouvernement métis du Manitoba a identifié parmi ses priorités les enfants, les jeunes et les familles. Nous travaillons sans relâche avec les gouvernements provincial et fédéral afin d'apporter des changements à la législation. Nous avons montré à nos partenaires gouvernementaux que les Métis ont leur propre façon de faire les choses au moyen de pratiques comme les soins conformes aux traditions. Il est important que ces jeunes demeurent avec leurs familles ou des membres de leur famille élargie, et ce, au sein de leur collectivité. Je suis ravi de vous dire que les gouvernements provincial et fédéral commencent à comprendre.

Une fois que nous aurons mis en place ces mesures, nous pourrons nous concentrer sur l'avenir. La Fédération métisse du Manitoba offre d'incroyables ressources par le biais du Metis Employment & Training Department. Nous travaillons auprès des jeunes afin de les préparer à des projets à venir et nous leur fournissons également le soutien dont ils ont besoin avec la création de leur curriculum vitae ou la préparation pour des entrevues d'emploi. Lorsque les jeunes ont besoin d'éducation supplémentaire, nous leur fournissons l'éducation nécessaire par le biais du Louis Riel Vocational College. Des programmes pour devenir éducateur ou éducatrice à la petite enfance, ou aide-soignant ou aide-soignante assurent leur avenir. S'ils souhaitent fréquenter une université, nous offrons des bourses par le biais de l'Institut Louis Riel. Puisque la remise des bourses est fondée sur le besoin, et non la performance académique, nous sommes en mesure de donner à des jeunes dans le besoin une meilleure chance de réussir dans la vie. Les jeunes sont notre avenir, nous devons donc faire tout en notre pouvoir pour les appuyer.

J'offre mes pensées et mes prières à nos jeunes. Puissiez-vous avoir la force de vous battre pour obtenir plus de possibilités. Puissiez-vous avoir la sagesse de constater ce dont vous avez besoin, non seulement dans le moment présent, mais également dans l'avenir. Puissiez-vous avoir le courage de sortir de votre zone de confort et d'essayer de nouvelles choses. Puissiez-vous avoir la fierté de promouvoir votre culture et votre identité et de la faire rayonner dans le monde entier.

Meeqwetch

It seems fitting that this Spring newsletter inserted in *La Liberte* focuses on Metis Youth. Youth are young, vibrant and full of potential. They will lead us to sunnier days, much like Spring does. But in order to do that, to reach their full potential, to become future leaders, they first need support. This support starts in the home.

Not all of our Youth have had the good fortune of growing up in positive, stable homes. Some are exposed to addiction and poverty. As a result, many are taken from their homes. Removed from their culture, their language and their identity. If we are fortunate, those Youth return home. But in some cases, those Youth become our Lost Moccasins.

The Manitoba Metis Government has made children, youth and families one of our priorities. We have been working tirelessly with Provincial and Federal governments to make real, impactful changes to legislation. We have shown our governmental partners that the Metis have their own way of doing things, through practices like customary care. It is so important to keep these Youth with their families or extended families, within their home communities. I am pleased to say that both the Provincial and Federal governments are starting to get the message.

Once we provide those supports within the home, we can begin to shift our focus to the future. The Manitoba Metis Federation has some tremendous resources available through our Metis Employment & Training department. We work with Youth to prepare them for upcoming projects and also provide them with supports like resume development and interview prep. When Youth need additional education, we provide that to them through the Louis Riel Vocational College. Programs like the early childhood educator and health care aide prepare our Youth for their futures. If they choose to attend a University, we offer bursaries through the Louis Riel Institute. Since bursaries are based on need, not educational performance, we are able to give our struggling Youth a fighting chance at doing something more with their lives. Youth are our future, so we must do whatever we can to support them.

I offer my thoughts and prayers to our Youth. May they have the strength to fight for more opportunities. May they have the wisdom to see what they need not only today, but for their futures. May they have the courage to step out of their comfort zones and try something new. May they have the pride to embrace their culture and identity, and showcase that to the world.

Meeqwetch



INSPIRER LES JEUNES À RÊVER GRAND

La longue collaboration entre la Fédération métisse du Manitoba (FMM) et l'Université de Winnipeg, qui remonte à 1999, a fait un pas supplémentaire le 31 janvier dernier : les deux parties ont signé un nouveau protocole d'entente de 600 000 $ sur dix ans afin de soutenir la recherche et les étudiants métis.

« Dans notre Université, 13 % de nos étudiants sont autochtones, et la moitié d'entre eux sont Métis, dévoile la présidente et vice-chancelière de l'Université de Winnipeg, Dre Annette Trimbee. C'est le taux de participation le plus élevé au Canada, et je crois vraiment que notre rôle est d'inspirer ces jeunes Métis à rêver grand. »

Des rêves qui vont pouvoir devenir réalité grâce à un nouveau protocole d'entente signé le 31 janvier dernier entre l'université winnipégoise et son partenaire métis de longue date, la Fédération métisse du Manitoba (FMM). En effet, la FMM s'est engagée à verser à l'Université 60 000 $ par an pendant dix ans pour appuyer les bourses de recherche et d'études métisses.

« Après mon entrée en poste il y a trois ans et demi, j'ai contacté le président de la FMM, David Chartrand, raconte Dre Annette Trimbee, elle-même métisse. Nous avons entamé une très bonne conversation sur l'éducation des jeunes Métis, notamment ceux vivant dans les communautés rurales. Selon M. Chartrand, ces jeunes n'apprennent pas ce qu'ils devraient pour avoir du succès car on ne les aide pas à rêver grand. »

Grâce à la somme versée par la FMM, les jeunes Métis pourront nous seulement continuer de recevoir des bourses qui vont faciliter leur venue à l'université, mais de plus, l'Université de Winnipeg a embauché un chercheur postdoctoral qui va faire la cueillette et l'analyse de données en vue de dresser un portrait de l'état du peuple métis au Manitoba en matière d'économie, de santé et d'éducation, notamment dans les zones rurales mais aussi urbaines.

« Nous prévoyons impliquer des étudiants métis dans cette recherche, ainsi que faire venir d'autres experts métis de partout au Canada chez nous, en résidence, ajoute la présidente et vice-chancelière de l'Université de Winnipeg.

« C'est important pour les jeunes Métis de savoir que d'autres avant eux ont obtenu des doctorats et font de grandes carrières dans la recherche ou autre. On veut les soutenir financièrement grâce aux bourses, mais aussi les inspirer, leur montrer que les portes peuvent s'ouvrir devant eux. »

Dre Annette Trimbee pense notamment aux experts métis invités par l'Université pour quelques heures dans le cadre de conférences. « Si on pouvait les garder chez nous plusieurs mois grâce à ce fonds de la FMM, nos étudiants métis auraient plus d'opportunités d'interagir avec eux et leur venue aurait plus d'impact. C'est ce que nous souhaitons. »

Pour sa part, Richelle Baker, qui poursuit un baccalauréat en Arts à l'Université de Winnipeg, a gagné trois fois la bourse d'études Louis Riel financée depuis 1999 par la FMM. Métisse, Richelle fait partie de la première génération d'étudiants universitaires de sa famille.



photo : Gracieuseté Université de Winnipeg/Courtesy of the University of Winnipeg

« Le soutien de la FMM représente bien plus qu'une aide financière, conclut l'élève universitaire. Ça permet de réhausser la qualité de vie des étudiants métis et les encourager à aller plus loin. Sans ce soutien, je n'aurais pas pu avoir autant de succès. Mon expérience à l'université m'a transformée, comme elle va transformer beaucoup d'autres jeunes métis. Et cela, je le dois à la FMM. »

INSPIRING YOUTH TO DREAM BIG

The long-time collaboration between the Manitoba Metis Federation (MMF) and the University of Winnipeg (U of W), which began in 1999, went a step further on January 31 with the signing of a new memorandum of understanding (MOU) that will see $600,000 paid to the University over 10 years to support Metis students and research.

"13% of our students are Indigenous, and half of them are Metis," says the U of W's President and Vice-Chancellor, Dr. Annette Trimbee. "That's the highest percentage in Canada, and I truly believe it's our role to inspire those young Metis students to dream big."

A new MOU signed on January 31 between the U of W and its long-time Metis partner, the MMF, should help make at least some dreams a reality. The Federation has committed to giving the University $60,000 a year over 10 years to support research fellowships and Metis-studies bursaries.

"When I started in my position three and a half years ago, I contacted MMF President David Chartrand," says Trimbee. "We began a very important conversation about the education of Metis youth, especially in rural communities. Mr. Chartrand felt that these young people were not learning what they needed to learn to be successful because they weren't being helped to dream big."

Thanks to the funds provided by the MMF, Metis youth will not only continue receiving bursaries to pursue post-secondary studies, but the University has also hired a post-doctoral researcher to gather and analyze data, with a view to establishing a profile of Manitoba's Metis community with regards to the economy, health, and education, especially in rural areas but also urban centres.

"We plan to involve Metis students in the research and create a residency program for Metis experts from around Canada," adds Trimbee.

"It's important for Metis youth to know that others before them have obtained doctorates and are leading successful careers in research and other fields. The bursaries are intended to support Metis youth financially, and also inspire them and show them there are opportunities out there for them."

Referring to the Metis experts who are invited to the U of W to speak at conferences and who often only stay a few hours, Dr. Trimbee says, "if we could use the money to keep them here for several months, our Metis students would have more opportunities to interact with them, and their presence would have a greater impact. That's what we're hoping for."

Richelle Baker, a Bachelor of Arts student at the U of W, has won the Louis Riel Bursary three times, an award that the MMF has offered since 1999. As a Metis, Richelle is part of the first generation of university students in their family.

"The MMF's support is much more than just financial assistance," they explain. "It improves the quality of life of Metis students and encourages them to go further. Without that support, I would not have been as successful. University has completely changed my life, just as it will change the lives of many other Metis youth thanks to the MMF."



photo : Gracieuseté Université de Winnipeg/Courtesy of the University of Winnipeg

UNE INSPIRATION POUR LES JEUNES

À seulement 17 ans, Samantha est déjà un modèle à suivre. Inspirée et inspirante, la jeune fille en 12e année à l'école secondaire de Teulon est impliquée dans de nombreuses activités : volleyball, théâtre, musique, curling, photographie et de nombreux bénévolats. Elle touche à tout et sa passion est contagieuse.

Surtout, Samantha est la personne ressource du « Indigenous culture Club » de son école. Elle coordonne des activités et s'implique autant qu'elle peut pour partager sa culture et sa fierté d'être Métisse. Elle participe également activement à la semaine de la culture métisse. « J'aime beaucoup l'histoire et pour moi, connaître mes racines, c'est très important. J'aime en savoir plus sur mes origines et mes ancêtres. Cela me donne la sensation de perpétuer leur héritage. Pour moi, c'est vraiment fascinant d'être Métisse. »

L'ambition de Samantha Morin pour le domaine de l'éducation lui vient d'un amour pour la jeunesse. « Je suis bénévole avec les jeunes depuis longtemps. Ma passion est vraiment de passer du temps avec eux et de les aider. Je sens que c'est vraiment un rôle fait pour moi. »

La passion, l'implication et l'engouement de Samantha Morin viennent justement de lui valoir une reconnaissance à l'échelle nationale : le prestigieux prix Loran. Ce prix, d'une valeur de 100 000 $, vise à récompenser les jeunes canadiens et surtout les appuyer pour leurs études postsecondaires. Samantha Morin est la seule Manitobaine et seule citoyenne métisse à recevoir le prix en 2018.



AN INSPIRATION FOR YOUNG PEOPLE

At only 17, Samantha Morin is already a role model. Inspired and inspiring, this young grade 12 student at Teulon Collegiate Institute is involved in a lot of things: volleyball, theatre, music, curling, photography, and a host of volunteer activities. She's into everything and her enthusiasm is contagious.

In particular, Samantha is the school's Indigenous Culture Club resource person. She coordinates activities and does whatever she can to share her Metis culture and pride. She also plays an active role in Metis Culture Week. "I love history and it's very important to me to know my roots. I like to learn about where I come from and who my ancestors were. It makes me feel like I'm carrying on their legacy. I find Metis culture fascinating."

Samantha's interest in becoming a teacher stems from a love of young people. "I've done a lot of volunteer work with kids. I really like spending time with them and helping them. Teaching's a good fit for me."

Samantha's passion, involvement, and enthusiasm have just been recognized at the national level with the prestigious Loran Scholarship. The $100,000 scholarship is awarded to young Canadians to acknowledge their contributions and support their postsecondary studies. Samantha was the only Manitoban and the only Metis to receive the scholarship in 2018.

MÉTIS, D'ARRIÈRE-GRAND-PÈRE À ARRIÈRE-PETIT-FILS

À tout juste 18 ans, Hayden Liberty est en 12e année et s'apprête à être diplômé du Glenlawn Collegiate. Entre sa passion pour le sport et la musique, un élément ressort particulièrement : son identité métisse. Depuis tout petit déjà, il vit pleinement son héritage métis. « Quand j'étais petit, je me souviens d'une présentation que je devais faire à l'école. J'avais choisi de présenter à mes camarades la culture métisse et ce que cela voulait dire, pour moi, d'être Métis. J'avais apporté des bannocks pour tout le monde.

Comme la tradition familiale le veut, Hayden Liberty aime jouer de la guitare et du piano. « C'est mon grand-père qui m'a inscrit à des leçons de guitare. J'ai tout de suite adoré et j'en joue toujours. J'en joue aussi de temps en temps avec mon arrière-grand-père. »

Sa fierté d'être Métis, il la doit justement à son arrière-grand-père, George Fleury. Hayden Liberty le clame haut et fort : son arrière-grand-père est son modèle, son inspiration. « Il est tellement sage. Je l'ai toujours beaucoup admiré. C'est une de mes personnes préférées au monde. »

C'est justement grâce à sa famille que Hayden Liberty a tant sa culture métisse à cœur. En voyant ses grands-parents autant impliqués, cela a forcément un impact dans sa vie. « Être Métis a influencé toute ma vie. Pour moi, c'est important d'être conscient de cette culture, et d'y être attentionné. »



METIS, FROM GREAT GRANDFATHER TO GREAT GRANDSON

Having just turned 18, Hayden Liberty is in grade 12 and getting ready to graduate from Glenlawn Collegiate. In addition to his passion for sports and music, Hayden stands out for another reason: his strong sense of Metis identity. He has been steeped in his culture since he was very young. "When I was little, I remember a presentation I had to do at school. I chose to tell my classmates about Metis culture and what being Metis meant to me. I brought bannock for everyone."

In keeping with family tradition, Hayden likes playing guitar and piano. "My grandfather signed me up for guitar lessons. I took to them right away and still play today. I also play from time to time with my great grandfather."

Liberty owes his Metis pride to his great grandfather, George Fleury, whom he's quick to describe as his role model and inspiration.

"He's so wise. I've always really admired him. He's one of my favourite people in the whole world."

It's thanks to Hayden's family that Metis culture is important to him. Seeing his grandparents so involved had a definite impact on his life. "Being Metis has influenced my entire life. It's important for me to be aware of my culture and respect it."

S'IMPLIQUER POUR LA JEUNESSE

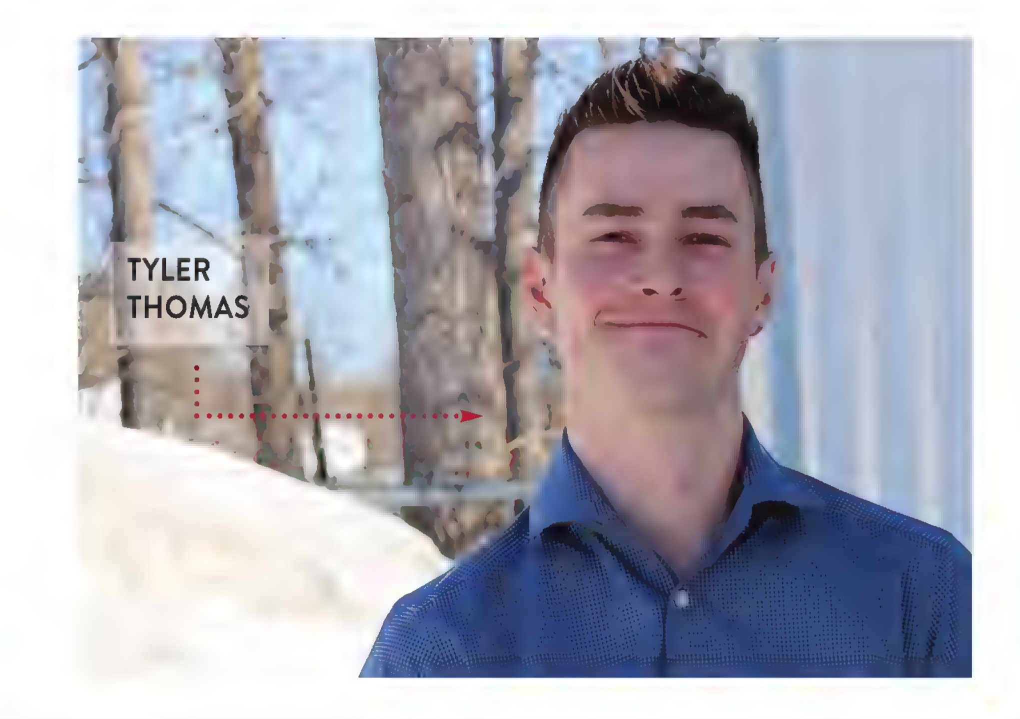
S'il y a quelqu'un qui souhaite aider les jeunes et s'impliquer autant que possible pour la jeunesse métisse, c'est bien Tyler Thomas. Depuis presque deux ans, le jeune homme de 24 ans est le président du Comité consultatif provincial de la jeunesse de la Fédération Métisse du Manitoba. « Notre mission est que tous les services proposés au sein de la FMM correspondent aux besoins de la jeunesse. Par et pour les jeunes : c'est notre devise! »

Pour remplir cette mission, Tyler Thomas s'implique même à l'échelle nationale. Il voyage régulièrement pour échanger avec les autres jeunes leaders du pays sur leurs idées et leur vision de l'avenir.

Depuis tout petit, Tyler Thomas a été guidé par sa grand-mère, qui l'emmenait régulièrement à des rassemblements. « Très vite, j'ai été familiarisé avec ces rencontres et le fait de s'impliquer. C'est véritablement grâce à ma famille que je suis si engagé aujourd'hui. »

Grand amoureux du perlage, Tyler Thomas embrasse sa culture métisse au quotidien. Un si bel héritage qu'il souhaite à tout prix partager avec la jeunesse métisse. « Il est très important que les jeunes Métis s'impliquent, afin de perpétuer nos traditions. Mais tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir une famille comme la mienne. C'est pourquoi je veux autant aider les jeunes à s'impliquer. Car des jeunes leaders deviendront un jour des leaders adultes. »

Aujourd'hui, Tyler Thomas est dans sa dernière année à l'Université de Brandon, afin d'obtenir un baccalauréat en Administration des affaires. Le futur sourit au jeune homme métis, qui n'a pas fini de s'engager. « Je serai toujours impliqué avec la FMM, il n'y a aucun doute là-dessus. Mon but ultime est de trouver quelqu'un qui est très passionné et désireux de s'impliquer, au point de continuer ce que j'ai pu entreprendre jusque-là. Et de faire encore mieux! »



GETTING INVOLVED FOR YOUTH

If there's someone who wants to help young people and go above and beyond for Metis youth, it's Tyler Thomas. For almost two years, this young 24-year-old has been president of the Manitoba Metis Federation's (MMF) Provincial Youth Advisory Council. "Our mission is to ensure that all MMF services meet the needs of young people. *By and for young people* is our motto."

With that mission in mind, Tyler has become involved even at the national level. He travels regularly to meet with other young leaders from across Canada to discuss their ideas and their vision of the future.

Tyler was introduced to community participation at a very young age. His grandmother would regularly bring him to gatherings. "Very quickly I became familiar with these meetings and getting involved in things. It's really because of my family that I'm so engaged today."

A huge fan of beadwork, Tyler embraces Metis culture in his day-to-day life and is determined to share this beautiful tradition with Metis youth. "It's really important that Metis youth get involved so that we can carry on our traditions. But not everyone is fortunate to have a family like mine. That's why it's so important for me to help young people get involved. Because young leaders go on to become adult leaders."

Tyler is now in his last year at Brandon University, completing a Bachelor's degree in Business Administration. The future looks bright for this young Metis man who will continue his involvement in the community. "I'll definitely always be involved in the MMF. My priority now is to find a replacement who's as passionate and willing to get involved as I was, so they can carry on where I left off. And do even better!

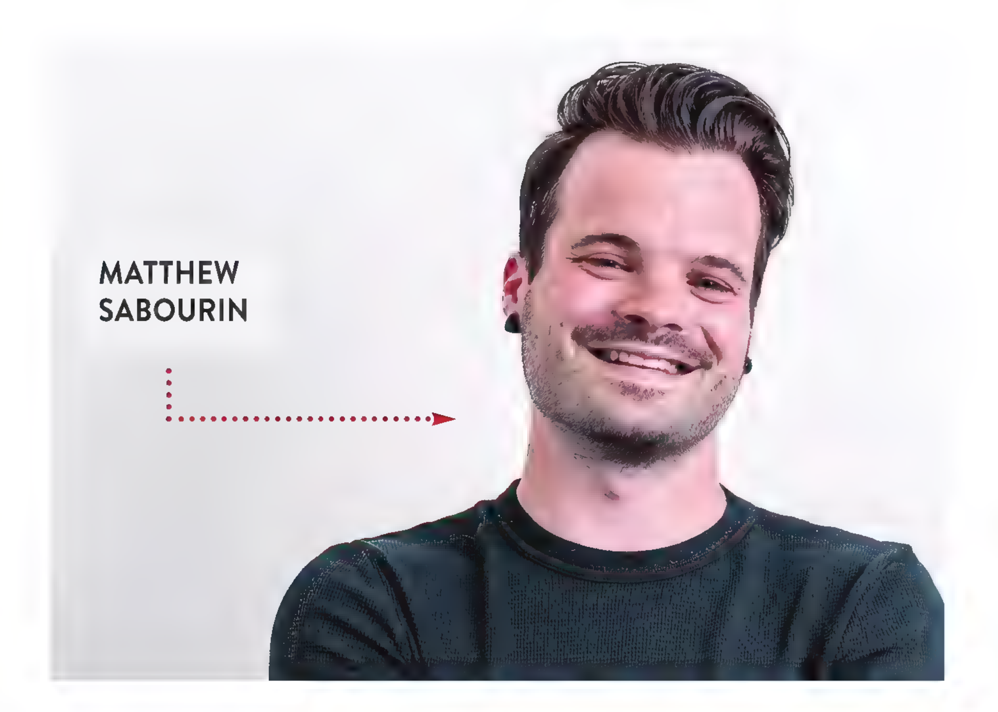
ÊTRE MÉTIS : D'ABORD UNE FIERTÉ

Co-fondateur de la Brasserie Nonsuch, Matthew Sabourin vit aujourd'hui un rêve en distribuant des bières artisanales et uniques à travers le Manitoba. La spécialité de la Brasserie Nonsuch? Un design original et raffiné marié à un goût savoureux de bière à haute teneur en alcool. Ce jeune entrepreneur poursuit son parcours avec ambition et promet de nombreux succès dans l'avenir.

Chez les Sabourin, la famille, c'est important. Et tout aussi importante est la tradition. C'est pourquoi Matthew Sabourin embrasse sa culture métisse sous diverses façons, surtout avec la musique. « Avec ma famille, on joue beaucoup de la musique traditionnelle métisse et franco-manitobaine. »

L'influence métisse se transmet chez Matthew Sabourin à travers la musique, certes, mais aussi la nourriture et surtout, la fierté. « J'ai le sentiment constant d'être attaché à cette histoire manitobaine très forte. Elle est triste, oui, mais il y a beaucoup de fierté dans cette identité. C'est vraiment comme ça que je me sens, dans tout mon être. Comme un véritable voyageur métis. »

Fier d'être Métis, ses racines sont une grande part de l'identité de Matthew Sabourin. « Plus je m'implique dans la communauté métisse, plus je vois comment la vie ou la culture métisse a une influence dans ma vie. Parfois, même sans m'en rendre compte sur le moment. Plus j'avance dans la vie, plus c'est important pour moi de reconnaître, de partager et de vivre cette culture. »



BEING METIS: A SOURCE OF PRIDE

As cofounder of the Nonsuch Brewing Co., Matthew Sabourin is pursuing a dream, distributing unique craft beers throughout Manitoba. The company is making a name for itself, owing to an original, sophisticated design and great-flavoured beer with a strong alcohol content. This young entrepreneur has embarked on an ambitious path and all signs point to a very promising future.

Family is an important value for the Sabourins, as is tradition, which is why Matthew embraces his Metis culture in various ways, especially music. "With my family, we play lots of traditional Metis and Franco-Manitoban music."

While the influence of Metis culture can be seen in Matthew's choice of music and food, it also manifests as a sense of pride. "I have a constant sense of connection to the vital role played by the Metis in Manitoba's history. It's a sad role, yes, but one that I'm very proud of. I feel it very deeply, as if I were an actual Metis voyageur."

Matthew's pride in his roots is a key part of his identity. "The more involved I get in the Metis community, the more I see how the Metis life and culture have influenced my life, sometimes in ways that I'm not even aware of right away. The older I get, the more important it becomes for me to acknowledge, share, and live my culture."



DES LIENS À GARDER AVEC SA COMMUNAUTÉ

Les Services à l'enfance et à la famille métis regroupent les agences métisse et michif, et s'occupent actuellement de quelque 1 310 jeunes métis. Ils essaient autant que possible de les maintenir dans leur communauté d'origine.

C'est en 2004 que la Fédération métisse du Manitoba (FMM) a ouvert sa première agence de Services à l'enfance et à la famille métis (MCFS) et créé une autorité pour en prendre charge.

« C'était une recommandation du *Rapport de l'Enquête publique sur l'administration de la justice et les peuples autochtones* publié en 1991 », explique la ministre des Services à l'enfance et à la famille métis à la FMM, Judy Mayer.

Le ministère dirigé par Judy Mayer dans le gouvernement métis s'occupe présentement d'environ 1 310 enfants et jeunes Métis ou Inuits. Dans l'ensemble du Manitoba, quelque 11 000 enfants sont pris en charge par les Services à l'enfance et à la famille.

« C'était très important pour nous de pouvoir aider nos jeunes car beaucoup d'enfants ont été enlevés de nos communautés métisses lors de la rafle des années 1960 pour des raisons de pauvreté, confie Judy Mayer. On ne les a pas tous retrouvés à ce jour.

« C'est pourquoi aujourd'hui, autant que possible, nous essayons de ne pas retirer les enfants de leur communauté, leur environnement. Les familles d'accueil étrangères à la communauté ou la famille sont notre dernier recours. »

En effet, les enfants qui doivent être retirés de leurs parents ou autres gardiens légaux sont souvent confiés à d'autres membres de la famille ou à une autre famille de la même communauté, ou encore à un ami proche de la famille.

En plus de sa volonté d'aider l'enfant à maintenir des liens avec sa culture et sa famille, l'autorité métisse se distingue aussi par sa compassion envers ces familles en difficulté.

« Nous savons tous que la plupart de nos familles rencontrent des défis, affirme la ministre. Beaucoup sont monoparentales, avec de jeunes parents ou encore sans soutien, et nous comprenons leurs difficultés. Avoir des enfants n'est jamais facile pour personne.

« Lorsqu'un enfant nécessite des services d'aide sociale, les parents peuvent choisir quelle agence les prendra en charge. Beaucoup de familles métisses en difficultés viennent alors vers nous car elles se sentent comprises et soutenues. Nous sommes l'autorité de choix pour beaucoup grâce à notre approche différente, créative. »

Une fois que l'enfant devient pupille, ce sont l'Autorité et l'agence de son identité culturelle qui deviennent son tuteur légal.



photo : Gracieuseté/Courtesy of the Manitoba Metis Federation

La Metis Child and Family Services Authority gère deux agences, la Metis Child and Family Services dans la région sud et la Michif Child and Family dans l'ouest et le nord de la province. Elle est responsable de servir les enfants métis, mais aussi inuits.

Par ailleurs, la ministre Mayer a participé du 26 au 28 mars dans la capitale manitobaine au Metis Nation Child and Family Services Summit en présence de plusieurs ministres fédéraux et provinciaux.

« C'était très positif que le fédéral puisse nous entendre car nous sommes un modèle unique », termine Judy Mayer.

MAINTAINING COMMUNITY TIES

Metis Child and Family Services (MCFS) combines both Metis and Michif agencies, and currently has about 1,310 Metis children and youth in its care. And every effort is made to keep them in their home communities.

It was in 2004 that the Manitoba Metis Federation (MMF) opened its first MCFS agency and created an authoritative body to oversee it.

"It was one of the recommendations of the 1991 *Report of the Aboriginal Justice Inquiry of Manitoba*," explains MCFS Minister Judy Mayer.

The Metis government department that Mayer leads currently cares for approximately 1,310 Metis and Inuit children and youth. Manitoba Child and Family Services has roughly 11,000 children in its care throughout the province.

"It's crucial for us to be able to help our young people because many children were removed from our Metis communities in the '60s Scoop because of poverty," she says. "We still don't know where some of them are."

"That's why now, as much as possible, we try not to remove children from their community, their environment. Foster families unknown to the community or the family are our last recourse."

Children who do have to be taken away from their parents or legal guardians are often entrusted to other family members or another family in the same community, or even a close family friend.

In addition to its desire to help children maintain ties with their culture and family, the Metis agency also stands out for its compassion for families in crisis.

"We know that most of our families encounter challenges," Mayer explains. "Many are single-parent families, families with young parents, or families who have no support, and we understand their difficulties. Having children isn't easy for anyone."

"When a child requires welfare services, parents can choose the agency that will care for their child. Many Metis families in crisis come to us because they feel understood and supported. We're the agency of choice for many on account of our unique, creative approach."

When the child becomes a ward of the agency, the culturally appropriate Authority and agency become the legal guardian.

The Metis Child and Family Services Authority operates two agencies: MCFS in southern Manitoba, and Michif Child and Family Services in the western and northern parts of the province. It's responsible for both Metis and Inuit services.

From March 26 to 28, Minister Mayer attended the Metis Nation Child and Family Services Summit in Winnipeg, alongside several federal and provincial ministers.

"It's really good that the federal government gets to hear from us since we have a unique model," adds Mayer.

« ÇA M'A AIDÉ À DÉCOUVRIR QUI J'ÉTAIS »

Âgée aujourd'hui de 20 ans, Cassandra Sanderson a eu une enfance difficile. « Ma famille était aux prises avec des dépendances alors ma grand-mère a obtenu ma garde légale ainsi que celle de mon frère et ma sœur aînés, raconte la jeune fille. Mais quand j'étais en 7e ou 8e année, on a été placés dans un foyer pendant six mois car elle ne pouvait plus continuer à s'occuper de nous pour diverses raisons.

« On est finalement retournés avec elle, puis à presque 17 ans, je me suis moi-même présentée aux Services à l'enfance et à la famille de Winnipeg car je pensais que ce serait mieux pour moi. »

L'expérience de Cassandra Sanderson avec les Services à l'enfance et à la famille de Winnipeg est négative. Cela change quand, à 18 ans passés, elle découvre le programme *Metis Spirit* du département des Services à l'enfant, à la famille et aux communautés de la FMM.

« Je les ai contactés et ils m'ont aidée à naviguer le système des bourses universitaires, se réjouit-elle. Ils m'ont aussi encouragée à prendre part au programme *Tree for Life*, qui vient en aide aux filles placées sous la protection de l'enfance. Ça m'a aidée à découvrir qui j'étais et ce que je voulais être. Ça a été un moment très important dans ma vie. Aujourd'hui, je travaille à plein temps et je prévois devenir travailleuse sociale auprès d'enfants et de jeunes, pour pouvoir aider d'autres jeunes à mon tour. »



« ILS ONT TOUJOURS ÉTÉ LÀ »

Kane Kirton avait quatre ans lorsque lui et sa sœur aînée ont été retirés de la garde de leur mère, qui souffrait de dépendances mettant ses enfants en danger. Très vite, ils sont placés dans une famille d'accueil.

Mais le cauchemar n'est pas terminé. « Je leur rendais visite car j'étais la seule personne qu'ils connaissaient à part leur mère, se souvient Bob Kinley, le préposé au soutien de leur mère. Lors d'une visite, j'ai compris qu'ils étaient maltraités, notamment Kane. »

Il suit alors une formation pour devenir parent d'accueil et pouvoir ainsi s'occuper légalement de Kane Kirton et de sa sœur. Les enfants ont cinq et six ans.

« Les Services à l'enfance et à la famille des Métis n'existaient pas en ce temps-là, précise le père d'accueil. Les enfants avaient huit et neuf ans quand leurs dossiers ont été transférés à l'agence métisse. Un très heureux changement! »

Très présents, les travailleurs sociaux ont notamment su accompagner Kane Kirton lorsqu'il souffrait d'anxiété à l'école. « J'étais très mal à l'aise dans les grandes foules et mon école était grande, raconte le jeune homme aujourd'hui âgé de 22 ans. J'étais en difficulté. Ils m'ont aidé à trouver une école plus petite qui correspondait mieux à mes besoins, avec seulement deux couloirs. »

« Il a aussi reçu du *councelling*, ajoute Bob Kinley. Ces travailleurs sociaux ont été très proactifs. »

Dans sa nouvelle école, Kane Kirton a commencé à suivre un programme de production de film, une orientation qui lui a réussi.



« J'ai dirigé trois films lors de ma scolarité là-bas dont ***Blood Memory***, qui a été présenté dans plusieurs festivals en 2013 et a même gagné le prix du Meilleur court-métrage au Cowichan Valley Film Festival! Il a aussi été montré à l'American Indian Film Festival, à San Francisco. D'habitude, ce festival ne présente pas de productions d'étudiants, mais ils ont fait une exception! »

Aujourd'hui, le jeune homme revient d'un an d'études à la Vancouver Film School « financé en partie par la FMM », souligne-t-il, reconnaissant. « On n'aurait pas pu s'en sortir aussi bien sans MCFS, renchérit son père. Ils ont toujours été là lorsqu'on avait besoin d'aide financière ou matérielle. »

Kane Kirton s'estime somme toute chanceux. « Les expériences que j'ai vécues dans mon enfance m'ont fait perdre ma voix, mais le film, que j'ai découvert grâce aux travailleurs sociaux de MCFS, m'aide à la regagner », conclut-il fièrement.

"THEY'VE ALWAYS BEEN THERE"

Kane Kirton was four years old when he and his older sister were removed from their mother's care. Their mother was struggling with addictions that were putting them in danger. They were soon placed in foster care.

The nightmare continued. "I would go visit them because I was the only person they knew other than their mother," says Bob Kinley, the mother's support worker. "During a visit, I realized that they were being mistreated—Kane, in particular."

Bob then signed up for foster parent training so that he could legally take care of Kane and his sister. The children were five and six at the time.

"Metis Child and Family Services didn't exist back then," adds Kinley. "The children were eight and nine when their files were transferred to the Metis agency. What a positive change!"

The social workers were very present and were able to support Kane when he was suffering from anxiety at school. "I was very uncomfortable in large crowds and my school was big," says Kane, now 22. "I was struggling. They helped me find a smaller school, better suited to my needs, with only two hallways."

"He also got counselling," says Kinley. "The social workers were very proactive."

In his new school, Kane started studying film production, a choice that was beneficial to him.

"I directed three films at that school, including *Blood Memory*, which was shown at several festivals in 2013 and even won Best Film, Best Director, and Best Actor at the Cowichan Valley Film Festival. It was also shown at the American Indian Film Festival in San Francisco. That festival doesn't normally show student productions but they made an exception!"

Kane has now returned from a year of study at the Vancouver Film School "funded in part by the MMF," he adds with gratitude. "We couldn't have done as well without MCFS," says Kane's father. "They've always been there when we've needed financial or material assistance."

Kane considers himself lucky when all is said and done. "My childhood experiences took away my voice, but film, which I discovered thanks to the MCFS social workers, is helping me get it back."

"IT HELPED ME LEARN ABOUT WHO I WAS"

Now a young, 20-year-old woman, Cassandra Sanderson had a difficult childhood. "My family struggled with addictions so my grandmother got legal custody of me and my older brother and sister," she explains. "But when I was in grade 7 or 8, we were placed in a foster home for six months because she was unable to continue to care for us for a number of reasons."

"We ended up being returned to her, and then at 17, I went on my own initiative to Winnipeg Child and Family Services because I felt it would be better for me."

Cassandra's experience with Winnipeg Child and Family Services was a negative one. Things changed, though, when at 18, she learned about the *Metis Spirit* program offered by the MMF's Metis Child, Family and Community Services department.

"I contacted them and they helped me navigate the university bursary system. They also encouraged me to participate in the *Tree for Life* program, which provides support to girls in child protection. It helped me learn about who I was and what I wanted to be. It was a very important time in my life. Today, I have a full time job and I'm working toward being a Child and Youth Worker so I can help other youth."



photo : Gracieuseté/Courtesy of Cassandra Sanderson



YOUTH PROGRAMS

Our Youth Programs focus on providing employment and training supports & services to Youth across the province and are designed to develop and strengthen work ethic, community engagement, leadership abilities, provide opportunities for career exploration and enhance employability & life skills. Programs support social development and encourage life-long learning by providing opportunities for career exploration, skill development, work experience, employment preparation, job search supports, and entrepreneurship. We encourage and support our Youth by celebrating their achievements and successes throughout their journey.

Youth programs and services are coordinated throughout the province through a network of Youth Coordinators within the Regional offices.

PROGRAMMES DE LA JEUNESSE

Nos programmes de la jeunesse mettent l'accent sur le soutien et les services liés à l'emploi et à la formation des jeunes aux quatre coins de la province. Ces programmes sont conçus pour développer et solidifier l'éthique de travail, la participation communautaire, et le leadership. Ils visent également à fournir des possibilités d'exploration de carrière et à améliorer l'employabilité et les compétences essentielles. Les programmes appuient le développement social et encouragent l'apprentissage permanent en fournissant des possibilités d'exploration de carrière, de développement des compétences, d'expérience de travail, de préparation à l'emploi, d'aide à la recherche d'emploi et d'entrepreneuriat. Nous encourageons et appuyons la jeunesse à célébrer leurs réalisations et leurs réussites tout au long de leur cheminement.

Les programmes et les services liés à la jeunesse sont coordonnés d'un bout à l'autre de la province par le biais d'un réseau de coordinateurs de la jeunesse se trouvant dans les bureaux régionaux.

METIS EMPLOYMENT & TRAINING

Manitoba Metis Federation's Metis Employment & Training operates through funds provided under the Aboriginal Skills and Employment Training Strategy (ASET) Agreement. This is an agreement between Canada and the MMF that provides funding for labour market driven employment and skills training programs.

Through a variety of successful partnerships, our clients have a history of answering employers' needs for qualified staff, while securing long term, quality employment and careers for themselves.

Metis Employment & Training provides a wide range of services to clients seeking employment and training assistance:

- Employment / Career Counseling
- Information on employment opportunities, Manitoba's labour market, scholarships, etc.
- Job search assistance including resume & cover letter preparation
- Computer access for job search purposes
- Financial assistance for skills training and employment programs and opportunities
- Opportunities with employers to obtain valuable hands-on work experience
- Referrals to employers for direct employment opportunities

Who Can Participate?

You may be eligible for our employment programs and services if you are:

- a Metis, Non-Status or Inuit individual and are a resident of Manitoba
- have barriers to employment that prevent you from securing long term employment
- unemployed, under-employed or at risk of losing your job and actively seeking employment

However, job search support assistance is available to anyone requiring assistance.

METIS EMPLOYMENT & TRAINING

Le service Metis Employment & Training de la Fédération Métisse du Manitoba est exploité grâce à des fonds fournis conformément à l'entente sur la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones (SFCEA). Il s'agit d'une entente entre le Canada et la FMM qui fournit le financement pour des programmes relatifs au marché du travail et au développement des compétences. Au moyen de divers partenariats, nos clients répondent habituellement aux besoins des employeurs en matière de personnel qualifié tout en se décrochant un emploi de qualité et à long terme.

Metis Employment & Training offre une vaste gamme de services à des clients qui sont à la recherche d'une aide à l'emploi et à la formation :

- conseils relatifs à l'emploi et à la formation;
- renseignements sur les perspectives d'emploi, le marché du travail au Manitoba, les bourses, etc.;
- aide à la recherche d'emploi, y compris la création de curriculum vitae et de lettre d'accompagnement;
- accès à un ordinateur à des fins de recherche d'emploi;
- aide financière pour le développement des compétences, ainsi que des programmes et des possibilités d'emploi;
- possibilité d'acquérir une précieuse expérience professionnelle auprès d'employeurs; et
- recommandations auprès d'employeurs pour profiter de possibilités d'emploi directes.

Qui peut participer?

Vous êtes admissible à la participation aux programmes et aux services si vous :

- êtes Métis, Indien non inscrit ou Inuit, et résidez au Manitoba;
- faites face à des obstacles qui vous empêchent de décrocher un emploi à long terme;
- êtes sans emploi, sous-employé ou à risque de perdre votre emploi et cherchez activement un emploi.

Cependant, le soutien lié à la recherche d'emploi est offert à tous ceux qui ont besoin d'aide.

"Thanks to the Manitoba Metis Federation financial assistance, I completed my course at Red River College, finding it very practical and rewarding. After my course was finished I found the exact job I was looking for very quickly, with Blue Sky LED who I am very excited to be working for. I am in a much better position than I was in last year and I am very thankful for the support I received. I appreciate everything that the Manitoba Metis Federation has done for me."



WESLEY OVERWATER

« Je remercie la Fédération Métisse du Manitoba pour son aide financière. J'ai terminé mon cours au Collège Red River, et je l'ai trouvé très pratique et gratifiant. Après avoir terminé mon cours, j'ai trouvé l'emploi exact que je cherchais très rapidement auprès de Blue Sky LED et je suis très heureux d'y travailler. Je suis dans une bien meilleure situation que l'an dernier et je suis très reconnaissant pour l'aide que j'ai reçue. Je remercie la Fédération Métisse du Manitoba pour tout ce qu'elle m'a apporté. »

FOR MORE TINFORMATION,
CONTACT US:
MMF HOME OFFICE METIS EMPLOYMENT & TRAINING
204-586-874
OR VISIT OUR WEB SITE:

POUR OBTENIR PLUS DE RENSEIGNEMENTS,
COMMUNIQUEZ AVEC NOUS :
SIÈGE DE LA FMM – METIS EMPLOYMENT & TRAINING
204-586-8474
OU SUR NOTRE SITE WEB :

WWW.MMF.MB.CA | WWW.MMFEMPLOYMENT.CA/YOUTH.PHP

mars 2018
vol. 58 | no° 7
www.aeusb.ca/le-reveil/

LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'ASSOCIATION ÉTUDIANTE DE L'UNIVERSITÉ DE SAINT-BONIFACE

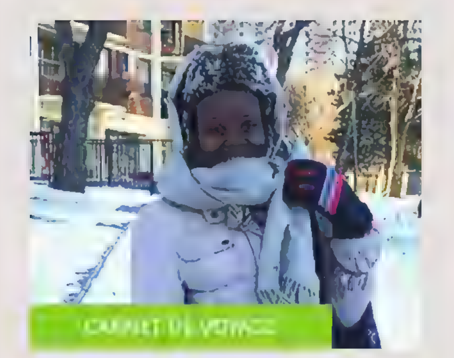
LE RÉVEIL

LE JOURNAL QUI NOUS PARLE ET QUI PARLE DE NOUS

SOMMAIRE



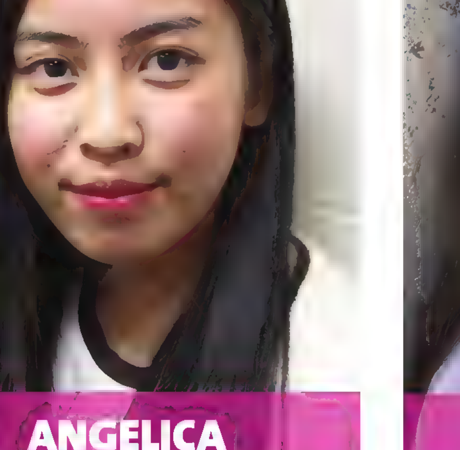
L'ESSOR DES FEMMES DANS LA POPULATION ACTIVE | 3



UNE CAMEROUNAISE AU CANADA | 6



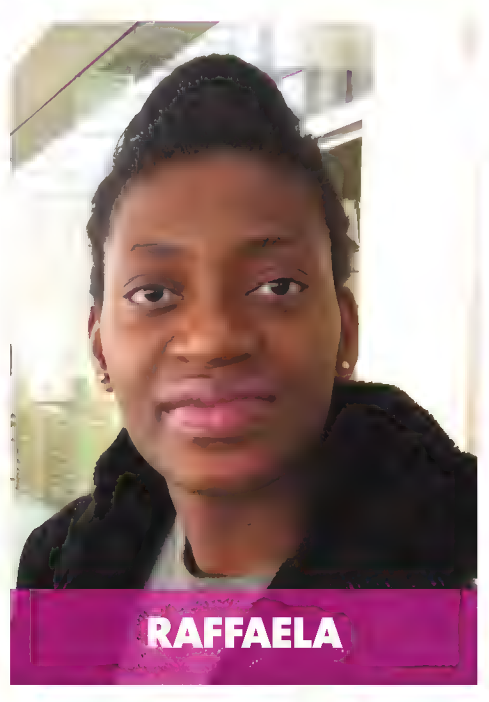
AU P'TIT CHAUDRON! | 7

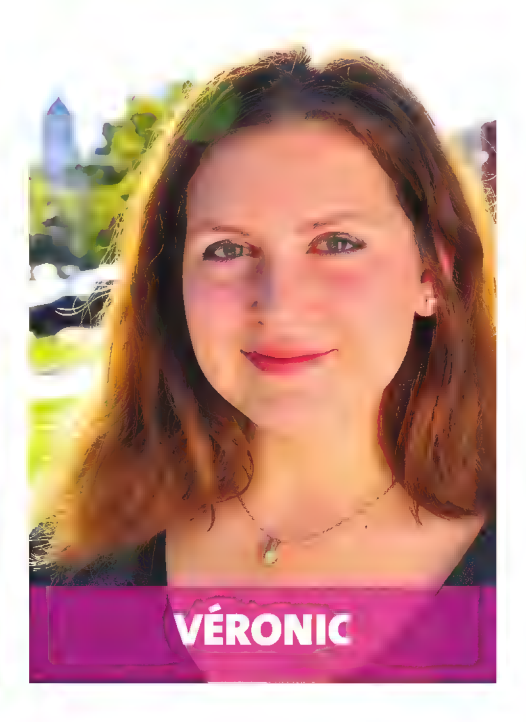


ANGELICA


BAILEY


CHRISTELLE


DORIANNE


RAFFAELA


VÉRONIC

Le 8 mars dernier avait lieu la journée internationale des femmes. Pour souligner cet évènement, l'équipe du *Réveil* tenait à célébrer les contributions des femmes dans notre société moderne, mais également celles des femmes au fil de l'histoire. Nous sommes fiers de vivre dans l'un des pays les plus progressistes en terme de droits des femmes et voulons continuer à participer à la discussion en revendiquant leurs droits et celles de partout à travers la planète. Merci particulièrement à toutes les femmes journalistes du *Réveil* de la saison 2017-2018 de faire entendre vos voix.

L'équipe

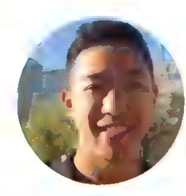
LE RÉVEIL

RÉDACTEUR EN CHEF

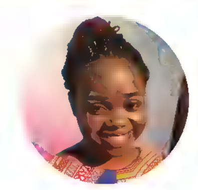


Sébastien **PELLETIER**

JOURNALISTES



JASON **CEGAYLE**

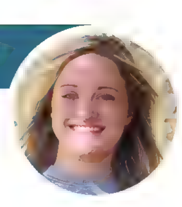


Dorianne **TCHIPGANG**



Bailey **PALAMAR**

COORDINATRICE DES MÉDIAS ÉTUDIANTS



Sarah **GAGNÉ**

GRAPHISME



La Liberté Communication

PRODUCTION AEUSB



Contactez-nous : coordination des médias étudiants de l'AEUSB
(204) 237-1818, poste 416 | aemedias@monusb.ca



aeusb.ca/le-reveil/

Le Réveil est le journal étudiant de l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface. Il est indépendant et est financé par les étudiantes et les étudiants inscrits à l'USB. Il est alimenté par le dynamisme des jeunes journalistes et contributeurs de la communauté universitaire et collégiale de Saint-Boniface.

En accord avec sa charte éditoriale et sa politique publicitaire, le journal se réserve le droit de ne pas publier une contribution ou une promotion à caractère raciste, sexiste, homophobe ou diffamatoire. Les opinions exprimées dans les contributions de tout genre sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion du journal ou de ses collaborateurs.

Le Réveil est distribué à travers *La Liberté* au Manitoba, en édition papier et numérique.

Éditorial



Sébastien Pelletier
aemedias@monusb.ca

De quels vétérans parlez-vous?

Il faut une certaine audace pour dire à un homme qui a perdu une de ses jambes en Afghanistan que le gouvernement lutte contre les groupes d'anciens combattants devant les tribunaux « parce qu'ils réclament plus que ce dont nous sommes en mesure de donner en ce moment ». Pourtant, c'est exactement ce que notre premier ministre a fait lors d'une assemblée municipale à Edmonton en février dernier — une gaffe qui est devenue virale sur les médias sociaux et qui a contrarié la communauté des vétérans.

Brock Blaszczyk, un ancien caporal au sein de l'Infanterie légère canadienne de la princesse Patricia, a perdu une de ses jambes en 2009 à la suite d'une bombe placée en bordure de route durant son déploiement en Afghanistan. En février dernier, lors d'une assemblée municipale à Edmonton, M. Blaszczyk a posé une question frappante à Justin Trudeau, avec sa jambe prothétique et ses médailles bien en vue. Il lui a demandé pourquoi son gouvernement menait une bataille juridique contre les anciens combattants, alors que la plateforme électorale libérale de 2015 stipulait qu'« Aucun vétéran ne sera obligé de combattre son propre gouvernement pour le soutien et la rémunération qu'il a gagnés ». Malgré cette promesse, les libéraux ont passé les deux dernières années à s'opposer au recours collectif *Equitas*, une affaire juridique historique impliquant un groupe d'anciens combattants souhaitant que le gouvernement rétablisse des pensions d'invalidité permanentes. Trudeau a déclaré que certains groupes d'anciens combattants « demandent plus que ce dont nous sommes en mesure de donner en ce moment ».

De plus, le caporal s'est plaint du fait qu'il n'est pas admissible à la nouvelle option de pension à vie, alors que les libéraux ont récemment trouvé assez d'argent non seulement pour financer le paiement compensatoire de 10,5 millions de dollars à Omar Khadr mais également pour financer la réintégration des djihadistes du groupe terroriste ISIS au Canada. « De quels vétérans parlez-vous? De ceux qui se battent pour les libertés et les valeurs dont vous vous vantez si fièrement, ou de ceux qui luttent contre? », demande Brock Blaszczyk . « J'étais prêt à être tué au combat. Ce à quoi je n'étais pas préparé, monsieur le premier ministre, c'est le fait que le Canada me tourne le dos. »

D'ailleurs, il serait important de mentionner que 60 de ces djihadistes en question sont déjà de retour au Canada. Le député conservateur Pierre Paul-Hus a dit à ce sujet : « Soixante combattants du groupe armé de l'État islamique sont revenus au Canada, après avoir combattu nos soldats canadiens et nos alliés. Maintenant, le bureau du ministre nous dit que le retour des voyageurs terroristes étrangers et de leurs familles exige un soutien approprié en matière de désengagement et de réinsertion. C'est à ne plus rien comprendre. Est-ce que le ministre réalise que son travail est d'assurer la sécurité des Canadiens et non pas le confort de ces meurtriers? » Le chef conservateur, Andrew Scheer, a demandé à la Chambre des communes pourquoi les libéraux disaient qu'ils n'avaient pas assez d'argent pour les anciens combattants alors qu'ils ont trouvé l'argent pour de nombreuses autres causes et initiatives incluant un règlement à l'amiable avec Omar Khadr, une nouvelle banque d'infrastructure chinoise, un prêt à Bombardier et plus de 200 000 $ pour le voyage controversé de Trudeau à l'île privée de l'Aga Khan en 2016.

Par ailleurs, le ministre des Anciens Combattants, Seamus O'Regan, dit que les libéraux ont fait plus pour améliorer les avantages et les services offerts aux anciens combattants pendant leur courte période au pouvoir que les conservateurs au cours de leur décennie au gouvernement. Depuis leur arrivée au pouvoir, les libéraux ont promis 10 milliards de dollars de plus aux anciens combattants — un énorme investissement dans le soutien financier qui, selon le gouvernement, devrait améliorer la situation de la plupart des soldats. Trudeau pourrait bien être frustré que son gouvernement n'obtienne aucun respect pour tous ses efforts visant à améliorer la qualité de vie des anciens combattants. Par contre, il a été élu sur une plateforme qui a suscité des attentes et qui promettait plus que ce qu'il est désormais « disposé à fournir aux vétérans ».

Le député conservateur Erin O'Toole, un ancien ministre des Anciens Combattants, a accusé Trudeau, lors d'une période de questions, de blâmer les anciens combattants pour sa propre promesse non tenue. « Le premier ministre devrait juste admettre qu'il a menti pour gagner leurs votes ou qu'il n'a pas "couté, ni compris, ni pris soin" de ses promesses », a-t-il dit. O'Toole a suggéré que Trudeau savait depuis le début qu'un retour à l'ancien régime de retraite n'allait jamais se produire. « Le premier ministre du Canada a-t-il sciemment menti aux vétérans et aux Canadiens ou est-ce qu'il se fout de faire des promesses qu'il ne peut pas tenir? »

Personnellement, je n'ai pas trop d'intérêt en ce qui concerne les chicanes politiques des conservateurs et des libéraux, et, généralement, je ne me prononce pas à ce sujet. Cependant, lorsque je vois notre premier ministre dire à nos vétérans, des gens honorables qui risquent leur vie pour nous protéger, qu'il n'a pas assez d'argent pour financer leurs pensions de retraite, mais que, en même temps, il finance le retour d'anciens combattants du groupe ISIS au Canada et qu'il donne 10,5 millions de dollars en règlement hors tribunal à un ennemi de l'état, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Il est clair, selon moi, que M. Trudeau a ses priorités un peu en désordre. Généralement, M. Trudeau, on paye les gens qui se battent pour nous, pas contre nous.

Société

L'essor des femmes dans la population active



Bailey PALAMAR

Tout au long de l'histoire, les possibilités pour la femme canadienne ne sont jamais demeurées stables. Cette évolution continue aujourd'hui. Lors de mes lectures consacrées à la situation des femmes canadiennes, j'ai constaté qu'il y a un grand déséquilibre qui affecte et concerne non seulement les femmes, mais les hommes aussi. Ce déséquilibre diminue graduellement de plus en plus dans certains domaines, tels que la population active et l'éducation. Pour célébrer la Journée internationale des femmes, reculons dans le passé pour voir les progrès qui ont été faits!

Une raison de ce déséquilibre entre les hommes et les femmes sont les rôles traditionnels. En fait, ce n'est qu'au 20e siècle que la famille « traditionnelle » est apparue, « composée de la mère au foyer, du père faisant partie de la population active et des enfants à l'école et dépourvue de domestiques ou de l'aide de parents vivant sous le même toit », d'après l'*Encyclopédie canadienne*. À l'époque, les familles travaillaient ensemble sur leur propriété pour survivre. Les tâches étaient divisées selon l'âge et le sexe, mais l'ouvrage et la maison n'étaient pas deux sphères séparées de la vie.

La construction de la famille traditionnelle et l'idée que « le travail hors du foyer porte atteinte à la féminité et à la moralité des femmes et les éloigne de leur vocation première de mère et d'épouse » empêchaient les femmes canadiennes d'avoir des opportunités à l'extérieur de la maison, selon l'*Encyclopédie canadienne*. Par exemple, après le mariage, la femme n'était plus censée travailler.

Au 19e siècle, un grand changement a eu lieu. L'usine commençait à remplacer la famille comme centre de production. Les femmes étaient souvent employées dans les usines parce qu'elles pouvaient être moins payées. Des jeunes filles étaient payées 80 sous pour 60 heures de travail par semaine. Elles constituaient le 13 de la population active en 1901.

Durant la Première Guerre mondiale, les femmes ont comblé un vide dans la population active parce que beaucoup d'hommes étaient partis à la guerre. Elles étaient moins payées comparativement aux hommes qui faisaient ce même travail « masculin » avant la guerre. Après la guerre, elles ont été fortement encouragées à arrêter de travailler et une loi est apparue obligeant les femmes à quitter leurs emplois gouvernementaux.



Source : Les archives du journal *Toronto Star*

Des femmes fabriquant des fusils « Bren » durant les années 1940 dans une usine proche de Toronto. Il y avait un essor de femmes dans la population active canadienne pendant la Deuxième Guerre mondiale.

La situation a été similaire pendant la Deuxième Guerre mondiale. Toutefois, la pénurie dans la population active était massive en comparaison avec la Première Guerre, alors beaucoup de femmes célibataires et ensuite mariées étaient embauchées pour faire des « travaux d'homme » pour des salaires plus bas. Il y avait même des bénéfices offerts aux femmes par le gouvernement, tels que des garderies gratuites pour les enfants et une réduction d'impôt. Encore, après la fin de la guerre, les femmes étaient fortement découragées de continuer à travailler.

Ainsi, beaucoup de femmes canadiennes étaient prises dans des emplois « féminins » au cours de l'histoire, tels que domestique, couturière, gouvernante, employée de bureau, ouvrière du vêtement, blanchisseuse, vendeuse, chapelière, infirmière et institutrice. Les emplois « féminins » évoluaient et de nouveaux emplois se créaient. Ces emplois étaient souvent des extensions de ce que les femmes faisaient à la maison. Même le surintendant d'une institution publique de la Colombie-Britannique en 1872 annonçait que le rôle de la femme « est d'être avant tout une éducatrice ».

Même si les femmes étaient limitées dans les travaux qu'elles pouvaient faire, l'enseignement, une des seules professions acceptables, leur a donné un certain pouvoir et a contribué énormément à l'acceptation du fait que les femmes peuvent travailler hors de la maison. De plus, elles pouvaient être embauchées pour moins d'argent. Cet aspect bénéficiait les contribuables du système scolaire public, mais était complètement injuste pour les femmes.

Aujourd'hui, la femme n'est plus limitée quant aux emplois qu'elle peut occuper, mais la majorité des personnes dans les emplois dits « féminins » sont des femmes. Par exemple, 95 des enseignants de prématernelle et maternelle sont des femmes. Ce déséquilibre entre les sexes est marqué dans d'autres domaines et même dans l'éducation, où, par exemple, 90 des professeurs titulaires des universités sont des hommes. Même lors des études postsecondaires, plus de femmes se penchent vers les sciences infirmières, l'éducation, les beaux-arts et les arts appliqués, parmi d'autres disciplines. Plus d'hommes visent des études en plusieurs domaines, tels que le génie, les sciences forestières, l'architecture et le droit.

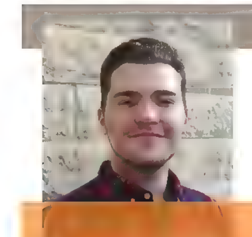
Pour ce qui est de l'éducation postsecondaire au Canada, les femmes peuvent poursuivre leurs études sans restrictions. La situation n'a pas toujours été la même. À l'époque, l'éducation avancée féminine était seulement disponible dans les collèges privés pour femmes. Ces collèges visaient à enseigner aux femmes « les arts et les raffinements de la vie » et de les former pour l'enseignement.

Aujourd'hui, les femmes ont fait un saut en avant dans l'éducation postsecondaire. Plus de la moitié des étudiants aux collèges communautaires sont des femmes. Au niveau du baccalauréat, les femmes représentaient 16 des étudiants en 1921 et dans les années 1990 ce chiffre est monté à plus de 50.

Heureusement, des choses ont changé et l'équilibre entre les hommes et les femmes s'établit graduellement. Los rôles « traditionnels » sont moins rigides pour tous, l'idée qu'il y a des emplois « masculins » et « féminins » disparait, et l'écart entre les femmes et les hommes au Canada dans plusieurs domaines d'études et de travail est moins prononcé. C'est vrai, il y a du travail à faire pour améliorer la situation pour toutes les femmes canadiennes, et il faut reconnaitre ceci. Cependant, beaucoup de progrès ont été faits, et ça, il faut célébrer!

Société

Les armes à feu aux États-Unis, le fameux débat qui n'en finit jamais



Sébastien PELLETIER

emedias@monusco

Au cours des 25 dernières années, le soutien des Américains pour des lois plus strictes sur le contrôle des armes à feu a généralement diminué, bien que le nombre de fusillades de masse augmente. Alors que certaines fusillades de haut niveau ont entrainé des appels à des restrictions accrues, ce soutien s'est avéré éphémère jusqu'à présent. Le contrôle des armes à feu est l'un des sujets les plus controversés aux États-Unis de nos jours, et ce, depuis très longtemps.



photo : David Gray/Reuters

Près de deux semaines après une fusillade causant 35 morts, qui a surpris l'Australie en 1996 dans le lieu touristique de Port Arthur en Tasmanie, le gouvernement a mis en œuvre une vaste réforme des lois sur les armes à feu. Il n'y a pas eu de fusillade de masse depuis.

De nouvelles mesures de contrôle des armes à feu pour la Floride ont passé un autre obstacle juridique quelques semaines après l'une des pires fusillades scolaires dans l'histoire des États-Unis dans laquelle 17 personnes ont perdu la vie. La Chambre des représentants de l'État de la Floride a adopté un projet de loi augmentant l'âge d'achat d'une arme à feu de 18 à 21 ans et imposant une période d'attente de trois jours pour toutes les ventes d'armes à feu.

Le projet de loi, déjà adopté par le Sénat, va maintenant au gouverneur d'état Rick Scott qui devra le signer. Connu sous le nom de *Marjory Stoneman Douglas High School Public Safety Act*, ce projet de loi deviendra automatiquement une loi après 15 jours, sauf si le gouverneur choisit d'imposer son droit de véto. M. Scott n'a pas encore dit qu'il soutiendrait le projet de loi, déclarant aux journalistes qu'il « examinerait le projet de loi ligne par ligne » et qu'il consulterait les familles des victimes. Il a déjà déclaré qu'il s'opposait à l'appel du président américain Donald Trump d'armée les enseignants et il s'était également opposé auparavant à l'augmentation de l'âge d'achat d'armes à feu de 18 à 21 ans.

Qu'est-ce que le contrôle des armes à feu?

Le « contrôle des armes à feu » est un terme général qui couvre toute sorte de restrictions concernant :

- les types d'armes à feu pouvant être vendues et achetées;
- les personnes pouvant les posséder ou les vendre;
- les endroits où elles peuvent être stockées ou transportées et la façon de le faire;
- les obligations du vendeur et de l'acheteur;
- les obligations de l'acheteur et du vendeur de déclarer les transactions au gouvernement.

Parfois, le terme est également utilisé pour couvrir des questions connexes, comme les limites sur les types de munitions et de magazines, ou la technologie, comme le type qui permet aux armes à feu de tirer seulement lorsqu'elles sont saisies par leurs propriétaires. Au cours des dernières années, les débats sur le contrôle des armes ont porté principalement sur les vérifications des antécédents des acheteurs, sur la permission de porter des armes en public, ainsi que sur le fait d'autoriser ou non la possession de fusils d'assaut.

Les militants pour le contrôle des armes à feu espèrent que les mesures prises en Floride marqueront un tournant dans leur combat contre la puissante *National Rifle Association* et contre d'autres défenseurs de la propriété des armes à feu en vertu du deuxième amendement de la constitution américaine.

Quels sont les arguments contre le contrôle des armes à feu?

Les arguments se résument au principe, à la loi et à la pratique. Les défenseurs des droits des armes à feu considèrent la possession d'armes comme une question de droits individuels. Ils disent que les gens ont le droit de s'armer pour la chasse, l'autodéfense, le sport – ou simplement parce qu'ils le veulent. Légalement, les débats se résument souvent au deuxième amendement de la constitution américaine, dont le contexte et la langue du 18e siècle ont été constamment analysés et débattus : « Une milice bien réglementée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit du peuple de garder et de porter des armes. » Les défenseurs des droits des armes à feu disent que cela signifie un droit individuel à la possession d'armes à feu, tandis que les partisans du contrôle des armes à feu disent que cela signifie le droit collectif du peuple, par l'entremise d'une milice.

Pendant plusieurs années, la Cour suprême a évité de répondre directement à la question. Cependant, en 2008, la Cour suprême a jugé pour la première fois que le deuxième amendement protège le droit individuel d'avoir des armes à feu. Malgré tout, les débats continuent quant aux limitations possibles de ce droit. Sur le plan pratique, les propriétaires d'armes à feu affirment que celles-ci rendent la société plus sécuritaire puisqu'elles donnent aux gens le pouvoir de se défendre, chose qui risque de dissuader les criminels. Certaines personnes, dont le vice-président à la direction de la *National Rifle Association*, affirment que « la seule chose qui puisse arrêter un méchant avec un fusil est un bon gars avec un fusil ».

Quels sont les arguments en faveur du contrôle des armes à feu?

Les arguments s'appuient sur des chiffres. Les États-Unis ont beaucoup plus d'armes à feu que les autres pays développés, et beaucoup plus de violence armée. En 2013, selon les *Centres pour le contrôle et la prévention des catastrophes*, le pays comptait plus de 33 000 décès par arme à feu : 70 des homicides (11 208), plus de la moitié des suicides (21 175) et des centaines de décès accidentels et non résolus.

Selon les partisans du contrôle des armes à feu, moins d'armes à feu, de meilleures banques de données de ceux qui les possèdent, ainsi que des restrictions à l'achat, à la possession et à l'entreposage permettraient aux personnes respectueuses des lois de, quand même, avoir des armes à feu, tout en entrainant beaucoup moins de décès. Ils soutiennent qu'il n'est pas ici question de désarmer le public, mais bien de s'entendre sur le fait que personne ne devrait avoir de bazookas ou de mitrailleuses, et de savoir où fixer des limites raisonnables dans le cadre d'une société moderne.

Alors que les défenseurs des droits des armes à feu affirment qu'une société armée est une société plus sure, les gens qui sont en faveur du contrôle des armes disent le contraire. Ils sont d'avis que plus les gens portent d'armes à feu, plus il est probable qu'un conflit banal dégénère en un combat létal.

Le seul consensus au sujet du contrôle des armes à feu est qu'il est peu probable que les choses changent. Les défenseurs des droits des armes à feu, dirigés par la *National Rifle Association*, forment un puissant lobby que les dirigeants politiques craignent. Il va sans dire que les politiciens et la population américaine ne sont pas prêts à changer leur fusil d'épaule.

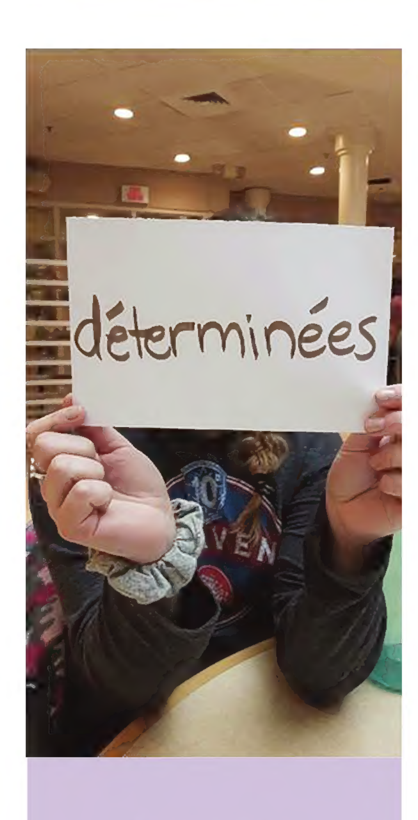
Vie étudiante

VOX POP


Jason CEGAYLE
aemedias@monusb.ca

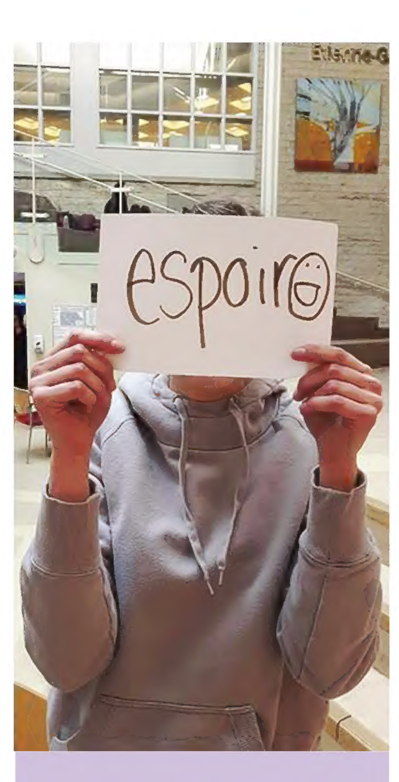
Pour rendre hommage aux femmes en l'honneur de la Journée internationale des femmes le 8 mars dernier, l'équipe du *Réveil* a demandé à quelques étudiantes de l'Université de Saint-Boniface de décrire les femmes en un mot et leur a posé la question suivante :

Que pensez-vous des femmes de nos jours?











KATLYNN ALLARD,
Faculté des arts

Les femmes, nous sommes des personnes fortes et vraiment déterminées et indépendantes. Les femmes d'aujourd'hui vont souvent lutter pour les choses qu'elles veulent avoir. De plus, les femmes d'aujourd'hui vont lutter contre les injustices et ce qui ne leur plait pas. Alors, je peux dire que nous sommes plus déterminées qu'auparavant, parce que nous voulons nous défendre et défendre ce à quoi nous croyons.

MARIE-ANDRÉE BÉRUBÉ,
Faculté des arts

Je pense que les femmes de nos jours sont définitivement plus valorisées et courageuses face aux injustices liées à la discrimination et au sexisme. Cependant, aujourd'hui, les femmes ne vivent pas dans un monde où elles sont égales aux hommes, mais j'espère qu'un jour toutes les femmes seront traitées de manière égalitaire dans tous les domaines de la société.

JANELLE FONTAINE,
finissante de l'USB

Je crois que les femmes de nos jours ont vraiment changé leur attitude vis-à-vis de plusieurs choses, particulièrement envers la conception d'elles-mêmes. Aujourd'hui, les femmes sont conscientes qu'elles sont capables de faire beaucoup de grandes choses. Maintenant, les femmes sont plus fortes et travaillent tellement fort dans la société pour que celle-ci soit un meilleur endroit où vivre pour tout le monde.

EMMA KITSON,
Faculté d'éducation

Les femmes de nos jours me donnent de l'espoir pour notre avenir.

KAYLA ACRES,
Faculté des sciences

Je pense que les femmes de nos jours sont vraiment déterminées lorsque je vois ce qu'elles font quant à la variété de domaines d'études et de recherches auxquels elles contribuent, tels que le domaine de l'éducation et le milieu du travail.

Carnet de voyage

Une Camerounaise au Canada



Dorianne TCHIPGANG LONKAM

aemedias@monusb.ca

Voici la suite des aventures de Dorianne que l'on retrouvait dans le journal du mois de janvier. Son témoignage survolait les défis et les péripéties auxquels elle a dû faire face lors de son arrivée dans les prairies canadiennes.

L'eau a coulé sous les ponts, mais c'était toujours difficile pour moi de m'intégrer dans cette nouvelle société et surtout de m'adapter à l'hiver. Je me souviens de cette journée horrible où je prenais la vie pour un fardeau, où tout me tombait dessus tel un nuage obscur. J'avais l'impression d'étouffer et d'avoir perdu mes repères. C'est à ce moment qu'il a apparu dans ma vie.

Ce jour-là, pendant que je faisais semblant de réviser une matière, j'ai entendu mon téléphone sonner. Au bout du fil était une personne inconnue qui, très vite, est devenue importante dans ma vie. Troublée par cet inconnu et surtout curieuse de savoir où il avait eu mon numéro, je me suis donc précipitée à lui poser la question. C'est alors qu'il a mentionné le nom de Patrick, un très bon ami à moi vivant encore au Cameroun. Sachant que nous avions des amis en commun, je me suis sentie tout de suite confiante et prête à lui faire confiance. Le dialogue a été très agréable, c'est ainsi que nous avons parlé pendant des heures entières.

Nous avons appris à nous connaitre au point de devenir indispensables l'un à l'autre. Les jours passaient et les conversations devenaient de plus en plus fréquentes; il m'appelait tous les matins pour savoir comment j'avais passé la nuit. Entre deux cours, je profitais de mon temps pour lui laisser un message. À la fin de la journée, je m'empressais de rentrer chez moi afin d'attendre son appel. C'était quelqu'un de drôle, d'ouvert et de très attentionné; on passait des moments de bonheur au téléphone.

Malgré son caractère conservateur, il n'y avait pas de sujets tabous entre nous. C'était un féministe pour qui la femme avait une place de choix dans la société, contrairement à ceux qui pensent que la présence de la femme dans la société est un mal nécessaire. Selon lui, la femme doit être considérée comme le noyau central de la société. C'est sa sensibilité ainsi que sa vision de la femme qui m'ont séduite. En plus, il trouvait toujours les mots pour me rassurer; à chacune de nos conversations, je me sentais comme une reine.

Ah, oui, j'étais sa reine. Je repris gout à la vie et je recommençais a apprécier mes matins, mes journées et mes nuits car j'avais quelqu'un sur qui compter. Malgré le fait que le contact n'était que virtuel, il était là et il me soutenait. Les choses se passaient si bien que j'avais l'impression de le connaitre depuis toujours. Pendant plusieurs semaines, j'ai vécu en ignorant que la vie, en plus des hauts, possède aussi des bas. Ce fut ainsi jusqu'à ce fameux jour où il me dit dans un message qu'il devait cesser toute communication avec moi, sans me donner aucune explication.

Cette nouvelle m'a choquée comme une douche froide en plein hiver. Après plusieurs messages insistants de ma part, il a fini par me révéler qu'il s'était beaucoup attaché à moi et qu'il valait mieux couper ce lien avant qu'il ne souffre davantage. Avec mon orgueil de femme africaine, je n'ai pas osé lui dire que ces sentiments d'affection étaient réciproques. C'est ainsi que je l'ai perdu. Je me suis donc replongée dans ma routine habituelle et les défis se rattachant à mon intégration sont redevenus des obstacles difficilement surmontables à mes yeux. Désormais, chaque fois que mon téléphone sonne, je prie que ce soit lui au bout du fil. Hélas!

J'ai ainsi pris la résolution de profiter des choses que j'ai et surtout des belles personnes qui m'entourent.

Au p'tit chaudron!



Le 21 février dernier, l'USB a invité la communauté a venir partager un bon repas d'antan en compagnie de la famille des Voyageurs officiels. Lors de cette soirée festive, les invités ont pu se réjouir de la musique et des contes de Daniel Gervais et Roger Dallaire, qui ont su animer la foule et teinter la rencontre d'une touche traditionnelle d'époque.

Texte : Sébastien Pelletier • Photos : Université de Saint-Boniface





L'Association Étudiante de l'Université de Saint Boniface
présente



ET PROCLAMATON DES RESULTATS DE L'ÉLECTION

29
MARS
2018

